

LE COMMUNISME, AVENIR
DE LA SOCIÉTÉ

Auguste BLANQUI

LE COMMUNISME, AVENIR DE LA SOCIÉTÉ

Édition le passager clandestin

Édition le passager clandestin
26 rue Muller, 75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture : Caroline Joubert (carojoub@yahoo.fr)
Relectures, corrections : Anne Kraft, Dominique Bellec
Diffusion, distribution : Pollen

SOMMAIRE

Présentation par Roger Martelli

Louis-Auguste Blanqui, dit « l'Enfermé »

Né dans les Alpes-Maritimes, élevé à Paris, jeune étudiant au temps de la Restauration, il adhère en 1824 à la Charbonnerie. Sténographe au Globe en 1829, il participe aux Trois Glorieuses en juillet 1830. Condamné une première fois en 1832, il participe aux activités de la société secrète des Amis du Peuple de Cavaignac, puis à la Société des Familles, fondée par Barbès. Organise l'insurrection infructueuse de mai 1839. Emprisonné jusqu'en 1844. Fonde la Société républicaine en février 1848. À nouveau emprisonné en mai, il reste enfermé jusqu'en 1859. Une fois de plus emprisonné en juin 1861, il s'évade en 1865. En 1870, il est à Paris au moment où la République est proclamée, le 4 septembre. Il tente une nouvelle insurrection en octobre et est arrêté en mars 1871, à

la veille de la révolte parisienne et de la Commune de Paris, à laquelle il ne peut participer. À 67 ans, il est condamné pour sa « responsabilité morale » dans l'insurrection communarde. En prison de 1871 à 1879. Reprend son activité militante à son ultime libération et fonde un journal, Ni Dieu ni maître. Il meurt à Paris, le 1er janvier 1881. La critique sociale, dont est extrait le texte sur le communisme, paraît après sa mort, en 1885.

Engels et Lénine n'aimaient guère Blanqui. Le premier y voyait un homme du XVIIIe siècle, « un révolutionnaire du siècle passé », un adepte indécrottable de la conspiration et des minorités agissantes ; le second ajoutait qu'il retrouvait en lui le point de vue du petit-bourgeois et non celui du prolétaire. Ce n'était pas l'avis de Marx qui affirmait en 1861 que Blanqui était « la tête et le cœur du parti prolétarien en France ». Quelques années plus tôt, en 1848, le même Marx écrivait que « le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui ». Marx d'un côté, Engels et Lénine de l'autre ? Qui avait raison ?

Blanqui est un communiste. Il voyait dans le communisme le prolongement inéluctable d'une histoire humaine amorcée sous l'égide de « l'individualisme absolu » et vouée à gagner les rivages d'une « communauté » présentée comme « le triomphe absolu des lumières ». En général, on ne place pas Blanqui dans le panthéon des « penseurs » communistes. Il n'a ni le génie

esthétique d'un Fourier, ni la créativité doctrinaire d'un Proudhon, ni la capacité d'analyse et de synthèse d'un Marx. Il répugne aux grands récits sur la société de l'avenir. Le communiste Etienne Cabet, avec son *Voyage en Icarie* et ses colonies communistes d'Amérique, fait partie de ses bêtes noires, comme Pierre Joseph Proudhon. À quoi bon rêver, insistait-il, si c'est pour ensuite capituler en pratique devant les normes de la classe dominante ? Comment envisager d'insérer des parcelles de communisme dans des sociétés du capital qui l'interdisent ? Le communisme ne « saurait être la forme de la société présente », parce que l'ordre social rend absolument impossible son avènement immédiat. Il est une « résultante générale et non un œuf pondu et couvé dans un coin de l'espèce humaine »...

Blanqui est convaincu que la société moderne est le fruit de la division du travail et de l'appropriation privée des ressources naturelles communes, matrices d'une inégalité que l'on ne peut conjurer que par la remise en cause des bases mêmes qui la fondent. Pendant longtemps, au temps de l'agriculture traditionnelle, la grande aspiration populaire a été la « loi agraire », le partage égalitaire des propriétés de la terre. Erreur funeste, selon Blanqui : le partage conforte la propriété elle-même et contredit, *de facto*, l'égalité que l'on vise. La propriété ne se partage pas, elle se nie : pas d'autre voie que celle de la mise en commun, de la « terre commune » et de « l'association ». La communauté : tel est l'horizon de l'activité humaine collective. Inutile d'en dire plus. Blanqui ne veut pas savoir l'aspect que prendra le communisme à venir. Impossible d'assigner

aux hommes libres de demain ce qu'ils devront et ce qu'ils voudront faire. L'essentiel est qu'ils soient libres. Le but de l'action communiste n'est donc pas de dessiner les contours de la société future, mais de créer les conditions de l'émancipation des individus. Or celle-ci n'est pas possible tant qu'une révolution politique n'a pas permis, par la mise en place d'une dictature temporaire, de mettre en place « un autre État qui soit la gendarmerie des pauvres contre les riches ». Toute autre perspective n'est qu'une illusion tant que la société est ce qu'elle est : « L'état social étant gangrené, pour passer à un état sain, il faut des remèdes héroïques ; le peuple aura besoin pendant quelque temps d'un pouvoir révolutionnaire [...] pour le mettre à même d'exercer ses droits. »

Là est le point nodal du communisme de Blanqui. Avant que d'être communiste, avant même que d'être républicain, il est un révolutionnaire. Il l'est par fondation, lui qui est fils de conventionnel, girondin certes, puis sous-préfet de l'Empire, mais révoqué par la Restauration. Pris par le tourbillon des insurrections populaires, il fait le coup de feu à plusieurs reprises, blessé même dès 1827. Son point de départ n'est pas théorique. À la différence de Marx, il n'a pas été hégélien puis communiste. Le Blanqui politique se forge peu à peu, dans le constat pratique d'une formidable injustice. En juillet 1830, à l'occasion des journées révolutionnaires, ces Trois Glorieuses qui ont abattu le régime de la Restauration, la « classe pauvre » a pris les armes et a battu la vieille monarchie restaurée. Mais au final, une nouvelle monarchie s'est installée

– celle de Louis-Philippe Ier, le « roi bourgeois » – et la bourgeoisie a saisi les rênes. Les ouvriers ont pris les armes et les bourgeois le pouvoir. La révolution de 1830, comme le dira plus tard Blanqui, n'a fait que changer « d'effigie sur les monnaies que les prolétaires voient rarement ». Un an plus tard, à Lyon, cette même bourgeoisie triomphante écrase dans le sang la révolte des canuts, de ceux qui, tout simplement, réclament l'application d'un principe de base du credo de Blanqui : « La richesse sociale doit appartenir à ceux qui l'ont créée ». « Qui fait la soupe doit la manger », écrit-il en 1834.

Blanqui n'a jamais cherché à se forger les outils d'une analyse sociale sophistiquée. Tout semble tellement simple, dans ces sociétés industrielles en gestation qui ne sont rien d'autre que le socle de « la lutte intestine qui a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas ». Nul besoin de complexité théorique : entre riches et pauvres, il suffit de faire son choix… Or, quand l'injustice est si flagrante et quand l'ordre légal n'a pas d'autre fonction que de la perpétuer, le seul parti pris raisonnable est celui de la révolution. Et cette révolution, loin des discours larmoyants d'un socialisme quasi religieux, ne peut être que violente. Voilà donc notre jeune intellectuel, frais émoulu des écoles, qui s'engage, dès 18 ans, dans les activités conspiratrices de la Charbonnerie, puis dans les sociétés secrètes républicaines. C'est là qu'il rencontre le vrai peuple, celui des faubourgs et de l'industrie en expansion. C'est là qu'il formalise sa technique de l'insurrection, pointilleuse jusqu'à calculer

le nombre de pavés nécessaires pour confectionner une bonne barricade. En bref, c'est là qu'il apprend à être ce que Lénine appellera plus tard un « révolutionnaire professionnel ».

Il y croise aussi ceux qui vont façonner ses idées, dans un bricolage permanent hors de toute cohérence achevée. Blanqui, qui fréquente davantage les cachots que les bibliothèques, n'est pas un grand découvreur de la pensée sociale universelle. Il lit avec compétence la littérature scientifique, se passionne pour l'astronomie. Au-delà, peu de grain moulu dans des livres. En matière d'analyse sociale et de pensée politique, il se nourrit surtout de ceux qu'il rencontre, dans les sociétés secrètes et dans les prisons. Son « carbonarisme » le rapproche d'un ancien émule du premier des communistes politiques, Gracchus Babeuf, de ce Philippe Buonarroti qui fait le pont entre les révolutions du XVIII[e] siècle et celles de l'industrie triomphante. Il observe aussi, dans les sociétés et les manifestations, les tenants des nouvelles doctrines, ceux qui se disent « socialistes » et « communistes ». Bien malin qui peut alors dire où se situent les frontières entre les uns et les autres, à un moment où les pensées se cherchent et les dénominations tâtonnent. On sait plus ou moins faire le tri entre les grands noms, entre les doctrines qui se formalisent à l'extrême, celles des Leroux, Proudhon, Cabet, Laponneraye… Mais au-delà, les délimitations sont bien relatives. Chateaubriand dit à sa manière la complexité du paysage quand il évoque les « républicains communistes », dans le Paris remuant de 1832. En fait Blanqui est précisément de ceux-

là, même s'il prend soin, après 1848, de brocarder ceux qui se proclament républicains révolutionnaires et « qui ne sont ni révolutionnaires ni peut-être même républicains »…

Pourquoi se dit-il communiste ? Vraisemblablement parce que les « communistes » d'alors sont plus radicaux dans l'ensemble que les « socialistes » dont ils partagent les ambitions et les valeurs. Louis-Auguste est en effet d'abord l'homme du refus, avant que de la doctrine : il n'y a pas de conciliation possible entre le capitaliste et le travailleur, « entre le parasite et sa victime ». Il est un praticien avant tout, qui réfléchit sans relâche, non sur le communisme en général, mais sur la révolution qui, seule, peut le faire advenir. Significativement, les textes les plus théoriques – dont l'ouvrage *La critique sociale* contenant le passage ci-après sur le communisme – n'ont pas été publiés de son vivant, et ne sont en fait que des notes accumulées notamment pendant ses longs séjours en prison. Le communisme – ce sont ses mots – est la « moelle de la révolution » ; la révolution, elle, est l'ossature. Si Blanqui n'aime ni Proudhon ni Cabet, c'est parce qu'ils se détournent de la politique. Erreur suprême pour un homme qui ferait volontiers un étendard de la formule ramassée qu'il affectionne : « Se garder de l'utopie ; ne se séparer jamais de la politique ». Blanqui n'est pas communiste comme Cabet, parce que Cabet ne veut pas de la révolution ; il n'est pas communiste comme Albert Laponneray ou Théodore Dézamy, parce que, si tous deux sont révolutionnaires, ils sont aussi scientistes et que Blanqui ne l'est pas…

Étonnant personnage que ce Louis-Auguste, déroutant, atypique, pratiquement inclassable... Héritier assumé de la « Grande Révolution », il est un homme des Lumières. L'instruction est le fin mot de la communauté, car « l'homme de la communauté, c'est celui qu'on ne trompe, ni ne mène ». C'est pourquoi « le communisme naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là ». Mais à la différence de la doxa républicaine, ce rationaliste intransigeant, ce contempteur passionné de « l'armée noire » du clergé ne croit pas à l'inéluctabilité du progrès. Comme Marx, il pense que l'Histoire avance la plupart du temps par son mauvais côté. Rationaliste mais non positiviste ; adepte de la science mais critique impitoyable du « Progrès »... Convaincu de l'inéluctabilité du communisme, mais clamant en permanence que la fatalité n'existe pas... À l'intérieur d'une ébouriffante cosmogonie, postulant la pluralité des avatars de l'humanité dans un univers indéfini, Blanqui affirme en quelques lignes « déjantées » sa conviction d'une histoire où la volonté décide du cours des choses, où le récit de la nécessité historique laisse la place à l'idée des bifurcations. « Il n'y a pas progrès. Hélas ! Non, ce sont des rééditions vulgaires, des redites. Tels les exemplaires des mondes passés, tels ceux des mondes futurs. Seul, le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance. N'oublions pas que *tout ce qu'on aurait pu être ici-bas, on l'est quelque part ailleurs* » (*L'Éternité par les astres*, 1872). Ce n'est pas le progrès que tisse la société moderne mais, au contraire, le risque de la barbarie. En fait, « l'humanité n'est jamais stationnaire. Elle avance ou recule ». C'est à la raison et à la volonté

de trouver les forces pour se déployer et donc à la politique de trancher le dilemme fondamental de la catastrophe ou de l'émancipation.

Mais, précisément parce qu'elle décide de l'avenir collectif, la politique est affaire sérieuse. Quand on s'y engage, il faut aller jusqu'au bout. Blanqui, toute sa vie, a la dent dure contre les tièdes et les versatiles. On ne s'engage pas à la légère dans l'insurrection, mais dès l'instant où la décision est prise de prendre les armes, il n'y a pas d'autre choix que de se battre jusqu'au bout. Cette conviction laissera de l'austère révolutionnaire l'image d'un exalté, sectaire épris de pureté et dangereux terroriste. Il est vrai que l'homme savait ne pas mettre des gants pour fustiger les hommes du compromis. En 1851, alors que le conflit s'envenime entre l'Assemblée nationale élue deux ans plus tôt et le prince-président, Louis-Napoléon Bonaparte, Blanqui rédige de sa prison un texte d'une virulence extrême contre les ténors de la gauche républicaine, qu'il accuse d'avoir trahi le peuple en juin 1848. « Malheur à nous si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait remonter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une seconde fois c'en serait fait de la révolution ! »

Au moment où l'éphémère Seconde République est à deux doigts de son agonie, l'ancien républicain des sociétés secrètes affirme ce qui dominera la pensée des révolutionnaires pour une longue période : face à la dictature des possédants, la phrase démocratique n'est qu'un paravent pour les capitulations futures. Foin de

la théorie, la seule vérité est dans la force. « Les armes et l'organisation voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère ! » Au final, c'est ce qui restera du « blanquisme » : l'apologie de la violence collective et, pour la canaliser, dans le contexte d'un peuple voué à l'ignorance et à l'aliénation, la volonté farouche de constituer l'organisation d'une élite qui dirigera l'insurrection populaire et installera les mécanismes rigoureux mais nécessaires de la dictature parisienne provisoire.

Que ce parti pris de l'avant-garde nous semble aujourd'hui bien fruste et dangereux ne saurait nous dispenser de prendre en compte ce que fut l'expérience ouvrière de 1830 à la Commune de Paris. Que faire quand s'accumulent, dans une litanie funèbre, les révolutions déçues et les « émotions » populaires sauvagement réprimées ? Où était alors la vertu visible des discours pacificateurs ? Blanqui était cruel pour les socialistes de gouvernement de son temps – Louis Blanc, par exemple – et pour une part injuste à l'égard de la gauche républicaine de Ledru-Rollin et des « démocrates socialistes » de 1849. Mais s'il est vrai que le gouvernement provisoire issu de février 1848 essaya comme il put de promouvoir le « droit au travail », il est tout aussi vrai qu'il ne put rien faire contre la réaction bourgeoise et laissa la répression décimer les cadres révolutionnaires ouvriers. À chaque moment, sa vérité : le XX[e] siècle a montré la tragédie des révolutions violentes conduites par en haut, dans l'acceptation des vacances présumées provisoires de la légalité. Mais le XIX[e] siècle avait été, lui, dominé par le

drame des révolutions inaccomplies et, ce faisant, des révolutions trahies...

C'est ainsi que l'Histoire procède : par bifurcations, comme disait Blanqui ; mais aussi par oubli... Un clou chasse l'autre. La « brutalisation » du XX[e] siècle fait un peu trop oublier, aujourd'hui, que l'échec du parlementarisme socialiste et son reniement en 1914 ont nourri la désillusion populaire à l'égard de la démocratie et poussé les jeunes révolutionnaires vers la tentation de la table rase et de la violence purificatrice qui, enfin, nettoierait le vieux monde. N'oublions pas les impasses du soviétisme et des révolutions par en haut ; mais prenons garde, aujourd'hui, que les discours lénifiants sur le réalisme et les droits abstraits ne nourrissent, une nouvelle fois, la fêlure démocratique, la tentation des raccourcis faciles, l'attrait du populisme et, au final, une stagnation voire une régression du mouvement émancipateur lui-même.

Que conserver de Blanqui ? Pas grand-chose et... l'essentiel. L'obsession des Lumières, même tempérée par la critique du scientisme, est plus que datée. La propension – qui en découle – à constituer les élites militantes compensant l'aveuglement populaire produit par l'aliénation bourgeoise n'est plus non plus de notre temps. On sait, désormais, qu'il faut se méfier de l'idée que la « conscience révolutionnaire » vient de l'extérieur de l'expérience populaire. On sait que la dictature au départ provisoire finit par se cristalliser en système pérenne de gouvernement, qu'il n'est pas bon de confondre souveraineté populaire, pouvoir

de classe et pouvoir délégué au parti. On sait qu'il est douteux de confondre la promotion du commun et de l'appropriation sociale d'un côté et, de l'autre côté, l'exaltation de l'État, de sa propriété et des logiques administratives. On sait que, si la politique reste indispensable comme activité spécifique, elle perd sa portée émancipatrice, si elle se pense en activité séparée, si elle ne contribue pas à relativiser les frontières réputées intangibles de l'économique, du social, du politique, du juridique et du culturel.

On sait tout cela, et on ne peut en tirer qu'une conclusion : le « blanquisme », comme méthode de la révolution, ne peut plus irriguer une pratique résolument transformatrice, pas plus que le bolchevisme qui, malgré ses efforts, a eu toujours beaucoup de mal à se démarquer de Blanqui et de ses cultures de la conspiration. Mais il en est du « blanquisme » comme du « marxisme ». On peut se défier des « ismes », des doctrines ossifiées, des pensées devenues catéchismes : il reste la pensée elle-même et, avec elle, la pratique historique qui la fonde. Demeure donc Blanqui, c'est-à-dire la trace d'une expérience révolutionnaire intégrale. On ne devrait plus penser la révolution comme lui et comme tous les révolutionnaires du XIX[e] siècle, mais, moins que jamais, on ne peut renoncer à penser la révolution elle-même. Blanqui fut-il trop sévère à l'égard de Blanc, de Ledru-Rollin, d'Albert ou de Crémieux ? Peut-être, mais sa méfiance au printemps de 1848, en 1851 ou en 1871, avait plus de force et de lucidité que les positions « raisonnables » d'une partie du mouvement ouvrier. Son intransigeance

faisait-elle courir le risque de ce « solo funèbre » que Marx ne cessa de redouter pour le prolétariat parisien ? Évidemment, mais dans un temps où la question de l'indépendance absolue du mouvement ouvrier était l'enjeu historique majeur, la volonté de ne pas se noyer dans la compromission valait mieux que la recherche d'un réalisme de renoncement et de dépendance à l'égard des dominants.

On peut donc continuer de côtoyer l'homme Blanqui, le militant engagé et la fluidité de sa pensée. On acceptera, pour le réécrire, son parti pris révolutionnaire. Et, pour cela, autant se débarrasser de ses caricatures, à commencer par celle des « marxistes » eux-mêmes. Blanqui conspirateur ? Sans doute, et à plusieurs reprises (en 1839 ou en 1870) jusqu'à l'imprudence et à l'échec cuisant. Mais ce jacobin qui n'aimait pas Robespierre et préférait Hébert savait aussi que, si le révolutionnaire peut « éveiller » le peuple, il ne peut pas se substituer à lui. Il savait, au fond, que le peuple s'émancipe, mais qu'on ne le libère pas. Ce « pur » entre les purs, contempteur féroce du compromis, se défiait en même temps, à la différence de bien des révolutionnaires, d'une affirmation trop brutale du communisme qui lui aliénerait la masse paysanne attachée à la propriété du sol. Cet insurgé permanent, vitupérant ceux qui refusaient toute forme de violence, ce terroriste qui prônait la dictature révolutionnaire répugnait à la guillotine et au grand renfermement des ennemis politiques.

La pensée de Blanqui est moins sophistiquée que celle de Marx ? Ô combien ! Mais cette relative rusticité ne l'empêche pas, dans ses réflexions sur le communisme, de percevoir le gaspillage effréné que porte en elle-même la logique accumulative du capital. Le passage que l'on lira ci-après sur l'épuisement prévisible de la houille (remplaçons houille par pétrole aujourd'hui...) et sur la disparition inéluctable de la baleine est surprenant de lucidité « écologiste » et d'anticipation. Dira-t-on de même que Blanqui est anti-individualiste ? Il l'est sans nul doute, et radicalement. Mais son refus de l'individualisme, à ses yeux préhistoire de l'humanité, n'en fait pas pour autant un collectiviste. Il a l'intuition, non développée mais puissante, que l'individualisme, loin d'être l'épanouissement de l'individu, « en est l'extermination », alors que le communisme, lui, « est la sauvegarde de l'individu ». Blanqui, au fond, pressent ce qui est au cœur du développement contemporain : la controverse moderne n'est pas entre le collectif et l'individu, mais entre deux conceptions de l'individu. Il faut choisir : ou bien l'individu séparé du marché, l'individu-monade opposé à tous les autres sur la scène universelle du marché ; ou l'individu-société, personne radicalement singulière et autonome, mais dont la singularité est inséparable de la solidarité qui le rattache à l'humanité tout entière. Individu concurrent ou individu solidaire ? Blanqui n'a pas su développer son intuition : elle n'en conserve pas moins sa fulgurance.

Comment pourrait-on faire un modèle d'un homme que son engagement a cantonné dans les prisons

plutôt qu'à l'air libre de la vie ? Pour l'Histoire, Blanqui restera « l'Enfermé ». Son meilleur historien, Maurice Dommanget, a dénombré 33 ans, 7 mois et 16 jours de prison effective ; 10 mois et 27 jours de prison volontaire ; 2 ans, 8 mois et 24 jours de résidence forcée ou de haute surveillance ; 6 ans, 10 mois et 24 jours d'exil ou de surveillance policière ; soit en tout 43 ans et 2 mois de vie « irrégulière » sur un parcours biographique d'un peu plus de 76 ans ! On ne peut demander à cette vie de produire une pensée complète du monde. Même Gramsci a vécu plus longtemps libre qu'à l'intérieur des murs de ses prisons...

Que garder donc ? L'esprit de révolution ? Sans nul doute. Certainement pas la forme de révolution à l'ancienne, du temps où l'on pensait qu'il suffisait à la classe de prendre l'État pour parvenir à s'émanciper. Maintenons toutefois la conviction que, l'ordre marchand-libéral étant par nature producteur d'aliénation et d'inégalité, il convient de le dépasser pour construire de l'égalité-liberté ; qu'il n'est ainsi pas possible de s'en accommoder et de s'y adapter. À économie de marché, société de marché... Conserver le communisme ? Plus que jamais, oui. Contredisant l'exigence de partage et de bien commun, l'appropriation privée est de plus en plus irréaliste, délétère, destructrice de lien social. Paradoxalement, le communisme est plus moderne qu'au temps de Blanqui et de Marx. À condition qu'il n'oublie pas ce qui le contredit et le mine : la tentation des raccourcis administratifs, la confusion du communisme et de l'organisation qui s'en réclame, la substitution du parti

au peuple et surtout la méconnaissance de ce que, le communisme n'étant pas un état à venir mais un mouvement critique de l'ordre établi, la dissociation de la fin et des moyens le ronge et produit son échec.

Il est toujours bon que des individus s'associent pour promouvoir cette piste d'émancipation qui, dans l'espace politique, est accolée au nom de communisme depuis plus d'un siècle et demi. Qu'il se soit perverti en stalinisme et que la forme même du bolchevisme – sa forme dominante au XX[e] siècle – soit aujourd'hui obsolète n'invalident pas le parti pris du communisme politique. S'il est utile que des communistes forment association, le besoin persiste bien de quelque chose relevant de ce « parti communiste » qu'évoquait Marx, en un temps où le parti politique moderne n'existait même pas. De l'organisation politique reste nécessaire ; à condition que son fonctionnement et sa culture n'oublient pas, et ce qu'il y a de suranné dans une verticalité hiérarchique inspirée de l'État, et ce qu'il y a d'inacceptable dans la conviction, dérivée des Lumières et exacerbée par la pratique conspirative, que le parti est intrinsèquement supérieur à toute autre forme d'organisation collective. En bref, s'il faut en politique s'associer en « parti politique », autant s'efforcer de le débarrasser des limites de la « forme parti » que l'histoire a forgée à la charnière des XIX[e] et XX[e] siècles.

Que les « communistes » continuent donc de s'organiser en collectif politique me semble aller de soi… Mais ne peuvent-ils le faire qu'au sein d'une formation

exclusivement communiste, dans son appellation et dans ses références culturelles ? Rien n'est moins sûr. La critique de l'ordre établi et le refus du capitalisme ont excédé heureusement le champ du communisme politique. Paradoxalement, la crise du communisme du XXe siècle a même coïncidé avec l'émergence heureuse de formes nouvelles de contestation, celles du féminisme, de l'autogestion, de l'écologie politique, de l'altermondialisme, de l'anti consumérisme, etc. Un communisme refondé gagnerait à ressourcer ses repères au contact de ces cultures, différentes de la sienne. L'esprit de transformation sociale, en France comme partout en Europe et dans le monde, doit prendre force politique et donc devenir « une » force politique, résolument pluraliste mais suffisamment cohérente pour infléchir majoritairement l'ordre des représentations politiques et contribuer à la subversion en actes des sociétés de classes. À l'intérieur de ce courant expansif, dans lequel il a toute sa place mais qui le déborde, le communisme politique peut espérer reprendre des couleurs ; hors de lui, il risque de ne plus connaître que la grisaille de son dépérissement. Qu'il faille continuer quelque chose de ce « parti communiste » encore bien flou, évoqué en 1848, n'implique plus désormais qu'il fonctionne en parti politique séparé...

Dès l'instant où l'on s'abstient de glisser sur la pente savonneuse de la modélisation ou de la répétition, il vaut toujours la peine de s'inscrire dans une trace. Celle du communisme est bien plus riche que ne le laissent entendre des détracteurs pressés. Que la

parole de Blanqui mérite de réintégrer le florilège de notre histoire va de soi. Avant de trier, il convient de moissonner et d'engranger. Relisons donc Louis-Auguste Blanqui, sans retenue.

Roger Martelli
19 janvier 2008

Le communisme, avenir de la société

Auguste Blanqui

L'étude attentive de la géologie et de l'histoire révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements elle doit aboutir à la communauté. La preuve de cette vérité se fera par la méthode expérimentale, la seule valable aujourd'hui, parce qu'elle a fondé la science.

L'observation des faits et leurs déductions irréfutables établiront pied à pied cette marche constante du genre humain. On verra nettement que tout progrès est une conquête, tout recul une défaite du communisme, que son développement se confond avec celui de la civilisation, que les deux idées sont identiques ; que tous les problèmes successivement posés dans l'histoire par les besoins de notre espèce ont eu une

solution communiste, que les questions aujourd'hui pendantes, si ardues, si pleines de trouble et de guerre, n'en peuvent pas davantage recevoir d'autre, à peine d'aggravation du mal et de chute dans l'absurde.

Tous les perfectionnements de l'impôt, la régie substituée à la ferme, les postes, le tabac, le sel, innovations communistes. Les compagnies industrielles, les sociétés commerciales, les assurances mutuelles de toute nature, même estampille. L'armée, les collèges, les prisons, les casernes, communisme dans les limbes, grossier, brutal, mais inévitable. Rien ne se fait hors de cette voie. L'impôt, le gouvernement lui-même sont du communisme, de la pire espèce à coup sûr, et cependant, d'une nécessité absolue. L'idée a dit à peine son premier mot. Avant d'en être à son dernier, elle aura tout changé de face. Nous ne sommes encore que des barbares.

Voyez les effets du régime actuel[1] ! Le bas prix et par conséquent l'abondance des denrées sont tenus pour une calamité, qui ruine les producteurs, met aux abois l'industrie et le commerce. L'économie politique consacre ouvertement ce blasphème par ses définitions. Elle dénomme *utilité* la richesse naturelle, et *valeur* la richesse sociale. Or, l'utilité, c'est l'abondance, et la valeur c'est la rareté. Plus il y a de *valeur utile*, moins il y a de *valeur vénale*. Ô démence ! Comment ce qui est un bienfait par soi-même peut devenir un fléau ? Par

1 *Le communisme, avenir de la société*, est rédigé en 1869-1870. Il constitue l'un des chapitres de *La critique sociale*, publiée après la mort de Blanqui, en 1885, par Ernest Granger.

l'avidité du capital, qui exige la part du lion et se retire dès que les prix la lui refusent. Sa retraite renchérit les produits, et il revient pêcher en eau trouble.

Les Hollandais, dans leurs possessions asiatiques, interdisaient la culture du poivre, de la muscade, etc et détruisaient par masses les épices, afin d'en maintenir le haut prix sur le marché. Dans les pays civilisés, chaque producteur désire la cherté de son produit et l'abaissement de tous les autres. La baisse des farines désole l'agriculteur, et la hausse désespère l'industriel. Cette guerre sociale en permanence n'est-elle pas une accusation terrible contre l'organisation présente ?

Sous le régime communautaire, le bien profite à tout le monde et le mal ne profite à personne. Les bonnes récoltes sont une bénédiction, les mauvaises une calamité. Nul ne bénéficie de ce qui nuit aux autres et ne souffre de ce qui leur est utile. Toutes choses se règlent selon la justice et la raison. Le stock peut regorger, sans qu'il s'ensuive des crises industrielles et commerciales. Bien au contraire, l'accumulation des produits, impossible aujourd'hui sans désastres, n'aura de limite alors que leur détérioration naturelle.

Les pires plantes s'emparent souvent du terrain au détriment des meilleures. Le capitalisme, âpre au gain, l'œil aux aguets, a saisi la partie de l'association, et ce magnifique instrument de progrès est devenu entre ses mains un véritable chassepot. Il en use pour exterminer la petite et moyenne industrie, le moyen et le petit commerce.

Ces pauvres gens meurent, étouffés dans l'ombre, à la muette. Ni éclat, ni scandale. On ne voit, on n'entend rien. Ils disparaissent incognito. Ceci est bien autre chose que les émeutes de 1848, cause de tant de fureurs aveugles et de vengeances sans pitié. Les commerçants peuvent méditer à loisir la fable de La Fontaine, le torrent au fracas inoffensif, la rivière qui engloutit sans bruit dans ses eaux tranquilles. On passe le torrent, les pieds un peu mouillés ; on reste au fond de la rivière.

Sur les ruines du bourgeois modeste s'élève, plus savante et plus terrible que le vieux patriciat, cette triple féodalité financière, industrielle et commerciale qui tient sous ses pieds la société entière ; l'astuce au lieu de la violence, le détrousseur de grande route supplanté par le pickpocket.

Il était écrit que le passé, avant de mourir, frapperait son dernier coup avec l'arme même qui doit le tuer. En frappant, il s'est porté de sa propre main une blessure mortelle. L'association, au service du Capital, devient un fléau tel qu'il ne sera pas longtemps supporté. C'est le privilège de ce glorieux principe de ne pouvoir faire que le bien. Il est pour le mal l'insecticide Vicat. Les punaises qui s'y frottent périssent empoisonnées.

Quand l'heure a sonné d'une évolution sociale, tout se précipite à sa rescousse, pour aider l'enfantement. Les énergies épuisées qui vont s'éteindre lui apportent elles-mêmes, sans en avoir conscience, le concours de leur dernier effort. Nous assistons à un curieux

spectacle. Sous nos yeux se déroulent les préliminaires de la communauté.

Qu'est-ce que l'assistance mutuelle, dont le principe reçoit à chaque instant une application nouvelle et travaille à solidariser peu à peu tous les intérêts ? Une des faces de la transformation qui s'approche. Et l'association, cette favorite du jour, panacée universelle dont les louanges retentissent en chœur, sans une seule voix discordante, qu'est-ce également sinon la grande avenue et le dernier mot du communisme ?

Point d'illusions cependant. Ce dernier mot ne se dira pas tant que la grande majorité reste accroupie, dans l'ignorance. La lune descendrait sur notre globe, plutôt que la communauté, privée de son élément indispensable, les lumières. Il nous serait aussi facile à nous de respirer sans air qu'à elle d'exister sans l'instruction, son atmosphère et son véhicule. Entre ces deux choses, instruction et communisme, le lien est si étroit que l'une ne saurait faire sans l'autre, ni un pas en avant, ni un pas en arrière. Elles ont constamment marché de conserve et de front dans l'humanité et ne se distanceront jamais d'une ligne jusqu'à la fin de leur commun voyage.

Ignorance et communauté sont incompatibles. Généralité de l'instruction sans communisme, et communisme sans généralité de l'instruction, constituent deux impossibilités égales. L'homme de la communauté, c'est celui qu'on ne trompe, ni ne mène.

Or tout ignorant est une dupe et un instrument de duperie, un serf et un instrument de servitude...

Un insensé, sinon un jésuite, a osé dire dans une réunion publique : « Si la société était composée de producteurs, de bons ouvriers, mais ignorants, elle marcherait tombant de l'exploitation au despotisme, mais elle vivrait. Si la société était composée de savants, nullement producteurs, elle ne saurait vivre. »

Le même homme a dit aussi : « Je redoute cette anomalie de déclassés qu'on voit chaque jour, qui sont très instruits, très intelligents, et qui sont hors d'état de gagner leur vie. »

C'est encore ce précieux orateur qui « repousse l'enseignement gratuit, obligatoire et laïque, comme attentatoire à la liberté et aggravant la réglementation centralisatrice. »

Ce sont là tous les vœux et toutes les haines des prêtres, vœux de ténèbres, haines des lumières. La guerre aux déclassés était, après le coup d'État, le cri de ralliement de la chasse impitoyable faite aux instituteurs et aux collèges laïques. Il faut lire les circulaires des préfets de cette époque néfaste pour comprendre les projets de la réaction clérico-monarchique.

L'enseignement libre livrerait toute l'éducation aux jésuites. Nulle concurrence possible devant la coalition du clergé et du Capital. La trahison seule osera soutenir le contraire. Enfin, l'anathème lancé à *une société toute*

composée de savants révèle suffisamment l'intention de perpétuer le régime des castes, ici les parias du travail manuel, là les privilégiés de l'intelligence, une masse d'abrutis et une poignée d'abrutisseurs.

Il faut beaucoup d'audace, si ce n'est encore plus d'ineptie, pour prétendre qu'une nation de savants ne *saurait vivre* et sans doute se laisserait mourir de faim. Aucun peuple des temps actuels ne pourrait lutter de puissance productive avec une nation de savants, soit en agriculture, soit en industrie. La distance entre les deux serait plus grande qu'entre les Gaulois de César et les Français de 1870.

Que les réunions publiques, si elles durent, prennent garde aux émissaires de la Compagnie de Jésus. C'est sa tactique d'en entretenir dans tous les clubs, et, pour enlever les questions qui tiennent à cœur aux révérends pères, ces limiers ont l'ordre de prendre tous les masques. Or l'intérêt clérical, c'est l'enseignement libre, la mise en suspicion de la science et des savants, et la guerre aux déclassés, autrement dit, aux hommes instruits et pauvres.

Quiconque, sous prétexte de liberté et d'économie, rejette l'enseignement gratuit et obligatoire, pour demander l'enseignement libre, est un agent du jésuitisme. Qu'il se dise d'ailleurs républicain, révolutionnaire, athée, matérialiste, socialiste, communiste, proudhoniste, tout ce qu'il voudra, peu importe la couleur de son masque, on peut, sans crainte d'erreur, l'appeler suppôt des jésuites. En effet,

le bon sens montre que l'enseignement libre, sans intervention de l'État ni gratuité, c'est, par la toute-puissance de l'écu, le monopole de l'éducation aux mains des prêtres.

Or enseignement du prêtre signifie ténèbres et oppression. L'armée noire, forte de cent mille soldats mâles et femelles, s'en va pleine de furie, colportant la nuit et posant partout l'éteignoir. Appuyée sur l'État, elle domine, gouverne, menace, comprime. Le bras séculier est à ses ordres, le capital lui prodigue toutes ses ressources, la sachant son meilleur auxiliaire, ou plutôt sa dernière planche de salut.

Qui ne connaît aujourd'hui ce péril ? La démocratie entière, sans distinction de nuances, le proclame, en invoquant l'unique remède, l'instruction. Divisée pour tout le reste, elle est unanime sur ce point. Le même cri s'échappe de toutes les poitrines : « De la lumière ! De la lumière ! Plus d'abrutissement clérical ! »

Vaines clameurs. Le gouvernement fait la sourde oreille et ne répond que par l'accélération fiévreuse de l'influence jésuitique. Chaque année se ferment par centaines les écoles laïques et s'ouvrent plus nombreuses encore les écoles congréganistes. Si l'on compare 1848 à 1870, on verra que les filles, il y a vingt-cinq ans, appartenaient par moitié aux deux enseignements, et qu'il en reste à peine un sixième aujourd'hui aux laïques ; que de dix-sept pour cent, le chiffre des garçons empoisonnés par l'éducation sacerdotale s'est élevé à cinquante pour cent, et que cette effrayante

progression continue avec redoublement pour les deux sexes. Le plan de crétinisation universelle se poursuit sans relâche. S'accomplira-t-il ?

Non ! Mais quel retard dans l'avènement des jours heureux ! Quelle halte désolante dans l'antagonisme et la misère ! Les années fuient, inutiles et monotones, les générations passent, dévorées l'une après l'autre par le monstre de la superstition et de l'ignorance. Il est là, debout, barrant à l'humanité le chemin de la terre promise qu'elle entrevoit dans le lointain, sans pouvoir l'atteindre.

Combien de temps encore faudra-t-il lutter contre cet ennemi qui ne fait jamais quartier, lui, et qu'on pardonne toujours, après l'avoir terrassé ? Ah ! Si la révolution avait fait son devoir en 1830, en 1848, ce demi-siècle, si tristement perdu, aurait suffi pour toucher le but. La guerre serait finie, et les nations, laissant derrière elles le passé s'enfoncer rapidement dans la nuit, s'avanceraient à grands pas vers un avenir toujours plus radieux.

La révolution sera-t-elle sage enfin à son prochain triomphe, ou fera-t-elle grâce encore une fois au génie du mal, qu'elle a laissé jusqu'ici se relever plus terrible de chacune de ses chutes ? Il y a dans nos rangs des traîtres qui le protègent aux heures de revers, avec des phrases cabalistiques dont le peuple est dupe. Le mot d'ordre de la prochaine trahison sera : « Libération du budget des cultes ; séparation de l'Église et de État. » Traduisez : victoire du catholicisme, écrasement de la

révolution. Que notre devise à nous soit : « Suppression des cultes, expulsion des prêtres ! » Et qu'elle ne fléchisse ni devant la prière, ni devant la menace, ni devant l'astuce.

Céder serait la mort. La république victorieuse n'aura pas de temps à gaspiller en luttes inutiles. Trop d'obstacles exigeront des années de tranchée ouverte, pour s'amuser à l'attaque en règle d'une haie qui peut se franchir à la course. L'armée, la magistrature, le christianisme, l'organisation politique, simples haies. L'ignorance, bastion formidable. Un jour pour la haie ; pour le bastion, vingt ans.

La haie gênerait le siège, rasée, il ne sera encore que trop long, et, comme la communauté ne peut s'établir que sur l'emplacement du bastion détruit, il n'y faut pas compter pour le lendemain. Un voyage à la lune serait une chimère moins dangereuse. C'est pourtant le rêve de bien des impatiences, hélas, trop légitimes, rêve irréalisable avant la transformation des esprits. La volonté même de la France entière resterait impuissante à devancer l'heure, et la tentative n'aboutirait qu'à un échec, signal de furieuses réactions.

Il y a des conditions d'existence pour tous les organismes. En dehors de ces conditions, ils ne sont pas viables. La communauté ne peut s'improviser parce qu'elle sera une conséquence de l'instruction qui ne s'improvise pas davantage. N'oublions pas la race des vampires, qui est aussi celle des caméléons. Elle ne disparaîtrait

pas plus le lendemain de la révolution que la race des naïfs et des simples, sa pâture ordinaire.

Les habits seraient tôt retournés. On verrait surgir de terre, en foule, comme les champignons après l'orage, des charlatans de communisme pour embrigader les hommes, des tartuffes de communauté pour embobeliner les femmes. À eux, prix infaillible de l'intrigue, la gérance, c'est-à-dire la disposition discrétionnaire des biens communs. La masse des ignorants deviendrait leur proie et leur armée, absolument comme aujourd'hui, avec des conséquences bien autrement terribles : une telle mêlée de tyrannie et d'anarchie que la contre-révolution arriverait foudroyante, non pour un jour, mais pour de longues années, sous les terreurs vivaces du souvenir. Un bond effroyable en arrière !

N'est-ce point d'ailleurs folie de s'imaginer que, par une simple culbute, la société va retomber sur ses pieds, reconstruite à neuf ? Non ! les choses ne se passent pas ainsi, ni chez les hommes, ni dans la nature.

La communauté s'avancera pas à pas, parallèlement à l'instruction sa compagne et son guide, jamais en avant, jamais en arrière, toujours de front. Elle sera complète le jour où, grâce à l'universalité des lumières, pas un seul homme ne pourra être la dupe d'un autre. Ce jour-là, nul ne voudra souffrir l'inégalité de fortune. Or le communisme seul satisfait à cette condition.

On objectera peut-être que l'égalité de l'éducation n'entraîne point du tout celle des intelligences, et qu'il

restera toujours l'inégalité des cerveaux pour constituer une hiérarchie intellectuelle, depuis le génie jusqu'à la nullité.

D'accord. Mais chez le plus pauvre cerveau, l'instruction intégrale sera une armure suffisante, à l'épreuve de la tromperie, quel qu'en soit le masque. L'expérience le prouve. L'exploiteur rencontrerait sur chaque visage ce sourire écrasant qui veut dire : « Banquiste, va ! » La conviction de son impuissance lui épargnera ce déboire. D'ailleurs, l'ordre établi n'étant point une improvisation, la race des vampires aura eu le temps de s'acclimater et de se résigner au nouveau milieu. Qu'on ne s'y trompe pas, la fraternité, c'est l'impossibilité de tuer son frère.

La plus utile des facultés humaines, la faculté protectrice par excellence, qui nous défend à la fois contre le dedans et le dehors, contre les autres et contre nous-mêmes, le jugement, trop rare aujourd'hui, prendra, par l'instruction intégrale, un essor prodigieux qui en fera l'arme de la société nouvelle. Fruit de l'expérience et de la comparaison, il y puisera une force inconnue. C'en sera fait alors de la ruse. Une clairvoyance implacable ira la dépister sous ses derniers déguisements. Fripons et dupes cesseront de former les deux grandes divisions de l'humanité.

Déjà la crédulité est partout battue en brèche. L'armée noire garde encore sous séquestre les enfants et les femmes. Les hommes l'abandonnent. Tenir l'enfant et perdre l'adulte ! Avoir toujours à soi, par privilège, la

page blanche où se gravent si aisément les impressions ineffaçables, et les voir ensuite effacer, remplacer... travail si rude ! Quelle sentence irrévocable ! Puisse-t-elle s'exécuter à bref délai !

Le génie demeurera une exception. Le jugement deviendra l'apanage commun. Il suffit pour détrôner à jamais l'hypocrisie, reine actuelle du monde. Tartuffes de sentiment, tartuffes de franchise, tartuffes de mansuétude, tartuffes de dévouement, tartuffes de cordialité, tartuffes de candeur, tartuffes de chevalerie, tartuffes de vertu, tartuffes de bonhomie, tartuffes de bienveillance, tartuffes, mes amis, abominables pestes, vous serez démasqués à la minute, sifflés, bafoués, et la tartufferie religieuse, la plus infernale de toutes, ne sera plus qu'un souvenir historique, souvenir d'étonnement et d'horreur.

Les gens auront des regards si perçants que, chez tout individu, défauts et qualités se compteront un à un, comme dans un bocal de verre. Ah ! Il faudra marcher droit, sous peine des rires et des huées. Et cependant l'indulgence sera le fond général des esprits, car le libre arbitre, par arrêt définitif de la science, aura cessé d'exister. Quant au crime, disparu avec le capital et la religion, ses père et mère.

Telles seront, d'après nous, les conséquences de l'universalité des Lumières. Notez que, dans cet horoscope, le communisme figure comme simple effet, non comme cause. Il naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là.

Or on lui reproche d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Certes, s'il venait, par forceps, avant terme, ce triste avorton ferait fuir à toutes jambes vers les oignons d'Égypte. Mais, s'il doit être fils de la science, qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère ? Où sont d'ailleurs les preuves à l'appui de l'imputation qu'on lui lance ? Elle n'est qu'une insulte gratuite, puisque l'accusé n'a jamais vécu.

Et au nom de qui cette arrogante supposition ? Au nom de l'individualisme qui, depuis des milliers d'années, assassine en permanence la liberté et l'individu. Combien sont-ils, dans notre espèce, les individus dont il n'ait pas fait des ilotes et des victimes ? Un sur dix mille peut-être. Dix mille martyrs pour un bourreau ! Dix mille esclaves pour un tyran ! et l'on plaide de par la liberté ! Je comprends ! Quelque sinistre escobarderie, embusquée derrière une définition. L'oligarchie ne s'intitule-t-elle pas démocratie, le parjure honnêteté, l'égorgement modération ?

La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons, c'est la liberté d'asservir, la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences, comme dit Renan, avec les multitudes pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.

Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice

d'une portion de sa liberté, en d'autres termes que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obéie par l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 2 000, 30 000, 100 000 ? Innombrables les tarifs, innombrables leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.

Tout empiètement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes, la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus, d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité.

Seule, l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépigne sans pudeur et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu, l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un, tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre, et l'immole par hécatombe à la sanglante trinité Loyola, César et Shylock ; après quoi, il dit avec flegme : « La communauté serait le sacrifice de l'individu. »

Elle troublerait le festin des anthropophages, cela est clair. Mais ceux qui en font les frais ne trouveront pas mauvais ce dérangement. C'est l'essentiel. Sous quel prétexte d'ailleurs nous chercher querelle ? S'agit-il d'imposer le communisme a *priori* ? Nullement. On se borne à prédire qu'il sera le résultat infaillible de l'instruction universalisée. Qui pourrait condamner

le développement rapide des Lumières ? S'il doit s'ensuivre l'avènement régulier de la communauté, personne n'a mot à dire.

Chacun proclame l'instruction la seule réponse possible aux énigmes du sphinx social. Il n'est pas bien sûr que cette invocation soit sincère dans toutes les bouches. Il en est encore de ce mot comme de tous ceux qui posent un problème. Autant de partis, autant de définitions. Pour les prêtres, c'est le catéchisme et point de science ; pour les socialistes, c'est la science et plus de catéchisme.

Rien d'étonnant dès lors dans cette unanimité des voix. Elle n'en cache pas moins une guerre à mort. Le peuple n'a pas à s'en inquiéter. Il est sans arrière-pensée, lui, et ne prend point de fausses enseignes. Il a toujours écrit sur la sienne : *Liberté, Instruction*, avec un sens clair et précis. Le cléricalisme, au contraire, après avoir longtemps chargé ces deux mots de ses anathèmes, s'est ravisé, voyant son impuissance, et les colle aujourd'hui à sa bannière, pour bénéficier de leur prestige. Double et impudent mensonge. Que lui importe, pourvu qu'il fasse des dupes !

Que le conservatisme pressente où conduit la diffusion des Lumières, son alliance avec l'éteignoir le dit assez haut. Plus d'ignorance, plus d'oppression ! Il est sapé par la base et lutte pour prolonger les ténèbres, son milieu vital. Au socialisme la tâche opposée : faire émerger de la nuit présente le ciel lumineux qui éclairera sa victoire, victoire de la justice et du sens

/commun sur la malfaisance et l'absurdité. Sa mission alors sera remplie.

On prétend toutefois exiger de lui davantage. La doctrine capitaliste, qui a comblé et comble encore le genre humain de tant de bienfaits, se tourmente fort de voir son pupille s'acheminer vers d'autres drapeaux. Dans sa sollicitude, elle somme le communisme, son jeune rival, d'exposer par le menu les détails de l'organisation future, de résoudre toutes les difficultés qu'il lui plaît de prévoir, de servir enfin à sa curiosité un édifice, complet de la cave au grenier, sans omission d'un clou ni d'une cheville.

« Comment le citoyen de la nouvelle Salente disposerait-il de sa personne, de son temps, de ses fantaisies de voyage ou de repos ? Qui lavera la vaisselle ? Qui balaiera ? Qui videra les pots de chambre et remplira les tinettes ? Qui tirera la houille des mines, etc. »

À ces interrogations impertinentes, une seule réponse : « Cela ne vous regarde pas, ni moi non plus. »

Eh, quoi ! Voici quarante à cinquante millions d'hommes, tous ferrés à glace, mieux que pas un académicien, tous armés de pied en cap contre la violence et la ruse, tous susceptibles comme des sensitives, ombrageux comme des chevaux sauvages. Rien de ce quelque chose d'exécrable et d'exécré qui s'appelle un gouvernement ne pourrait montrer son nez au milieu d'eux ; pas une ombre d'autorité, pas un atome de contrainte, pas un souffle d'influence ! Et

ces quarante millions de capacités, à qui nul de nous n'irait à la cheville, auraient besoin, pour s'organiser, de nos conseils, de nos règlements, de notre férule ! Ils ne sauraient, sans nous, où trouver des chemises et des culottes, et ils seraient gens à mettre dans leur oreille, si nous ne les avions prévenus qu'on mange par la bouche ! C'est fort. Quant à moi, s'ils venaient me relancer dans ma tombe sur la question des pots de chambre, je leur dirais tout net : « Quand on ne sait pas se boucher le nez, on se bouche le derrière. »

Nos quarante immortels eux-mêmes, si une multiplication soudaine par six zéros improvisait un million de Thiers, un million d'Ollivier, un million de Dupanloup, etc. avec la France déserte à leur disposition, croyez-vous bonnement que, montés au chiffre de quarante millions, ils passeraient tout leur temps à s'adresser des harangues en vers et en prose ? Pas si fous ! *Idem*, il faut déjeuner, et ils n'attendraient pas une heure pour mettre la main à la pâte.

Naturellement, le premier vote aurait pour objet la division du travail. Le système des castes, presque installé d'avance par le fait des quarante types, serait-il acclamé d'enthousiasme ? Oh ! Que nenni ! Je me persuade que les Mérimée, par exemple, ne tiendraient pas obstinément au privilège de rincer les vases de nuit, fût-ce des vases étrusques. Tant de fortes têtes sauraient bien entourer cette besogne indispensable d'une auréole de poésie, qui permît de dire de tous et de chacun :

Ce réac édenté devint, à son honneur,
D'assez triste écrivain, merveilleux vidangeur.

C'est une chose réjouissante, quand on discute communisme, comme les terreurs de l'adversaire le portent d'instinct sur ce meuble fatal ! « Qui videra le pot de chambre ? » C'est toujours le premier cri. « Qui videra mon pot de chambre ? » veut-il dire, au fond. Mais il est trop avisé pour user du pronom possessif et, généreusement, il consacre ses alarmes à la postérité.

Sale chose que l'égoïsme de l'heure vivante ! Un mélange de cynisme et d'hypocrisie ! Est-il question du passé ? Feuilles mortes ! On en fait litière. L'Histoire s'esquisse à grands traits, du plus beau sang-froid ; avec des monceaux de cadavres et de ruines. Nulle boucherie ne fait sourciller ces fronts impassibles. Le massacre d'un peuple ? Évolution de l'humanité. L'invasion des barbares ? Infusion de sang jeune et neuf dans les vieilles veines de l'Empire romain. La trombe des Germains et des Huns n'a passé sur le monde latin que pour en purifier l'atmosphère corrompue. Ouragan providentiel ! Quant aux populations et aux villes que le fléau a couchées sur son passage ? Nécessité, marche fatale du progrès. Tout est bien qui a enfanté le présent, c'est-à-dire nous. Pas d'avances trop dispendieuses pour un si beau produit.

Mais s'agit-il des générations à venir ? Quel changement ! À l'insensibilité succède une passion délirante. On est pris d'une telle furie de tendresse devant ces poupards en perspective, qu'on se hâte de

les mettre sous clé, afin de les préserver des accidents. Leurs pas, leurs gestes sont comptés, équilibrés, crainte de chute. Tout est réglé d'avance, comme un papier de musique, pour les pauvres petits automates, et à perpétuité, s'il vous plaît. Religion perpétuelle, dynastie perpétuelle, lois perpétuelles, et surtout dette perpétuelle, en payement légitime de tant de sollicitude et d'amour.

Hé ! Bonnes gens, quand vous aurez rejoint vos ancêtres, on fera de vous le cas, et un peu moins, que vous avez fait d'eux. Après s'être mises à l'abri de l'infection de vos carcasses matérielles, les poupées à ressort de votre usine casseront tous leurs ressorts et feront, à peu près en ces termes, l'oraison funèbre de vos carcasses morales :

« Dans l'histoire de l'Humanité, vous êtes la page du choléra et de la peste. Les barbaries et les sottises de vos aïeux étaient la faute de l'ignorance, le résultat de convictions aveugles. Vous avez fait le mal, vous, sciemment, avec préméditation, par noir égoïsme. Car vous n'avez jamais cru à rien qu'à votre intérêt, ignobles sceptiques, et à cet intérêt vous avez voulu sacrifier jusqu'à vos plus lointains neveux.

« Qui vous avait donné mandat de stipuler en notre nom, de penser et d'agir pour nous ? Avons-nous consenti la traite tirée sur notre travail ? Tartuffes ! Sous prétexte d'assurer notre bien-être, vous avez dévoré d'avance le fruit de nos sueurs, nous crevant de votre mieux les yeux et les oreilles, pour nous empêcher de voir et d'entendre. Que ne vous borniez-vous à vos affaires, en nous laissant le soin des nôtres ? Vous

aviez l'impôt annuel, pour recette et pour dépense. Il fallait rester dans cette limite et vous conduire en loyaux usufruitiers, frais et profits compensés. Nous n'acceptons l'héritage que sous bénéfice d'inventaire. Qui fait les dettes les paye.

« On dit que vos emprunts avaient pour but des travaux profitables à la postérité, et qu'elle doit prendre sa part des charges comme des bénéfices. On travaille pour elle, à elle de payer. — Pour elle ? Hypocrites ! Quelle entreprise a jamais été conçue dans un intérêt futur ? Non ! Le présent ne songe qu'à lui. Il se moque de l'avenir aussi bien que du passé. Il exploite les débris de l'un et veut exploiter l'autre par anticipation. Il dit : « Après moi le déluge ! » ou, s'il ne le dit pas, il le pense et agit en conséquence. Ménage-t-on les trésors amassés par la nature, trésors qui ne sont point inépuisables et ne se reproduiront pas ? On fait de la houille un odieux gaspillage, sous prétexte de gisements inconnus, réserve de l'avenir. On extermine la baleine, ressource puissante, qui va disparaître, perdue pour nos descendants. Le présent saccage et détruit au hasard, pour ses besoins ou ses caprices. »

Donc, occupons-nous d'aujourd'hui. Demain ne nous appartient pas, ne nous regarde pas. Notre seul devoir est de lui préparer de bons matériaux pour son travail d'organisation. Le reste n'est plus de notre compétence. Un bas-Breton n'a point à faire la leçon à l'Institut. Si monsieur Veuillot soutient le contraire, comme c'est probable, disons à son intention personnelle : « Gros-Jean n'en doit pas remontrer à son curé ! » Ce rôle de bas Breton ou de Gros-Jean n'est-il pas grotesque ?

Et ne faut-il pas admirer la fatuité de ces Lycurgue qui se croient tenus en conscience de minuter article par article le code de l'avenir ? Ils semblent craindre que ces pauvres générations futures ne sachent pas mettre un pied devant l'autre et s'empressent de leur fabriquer, qui un bourrelet, qui des brassières, qui une petite prison roulante pour leur apprendre à marcher libres.

Il est vrai que ces générations ne seront pas en reste de charité et s'attendriront à leur tour sur la folie de ces bons ancêtres, maçonnant à l'envi des édifices sociaux pour y claquemurer la postérité. La vieille prison est encore debout, menaçante et noire, avec deux ou trois lézardes à peine qui ont permis l'évasion de quelques captifs, et déjà comme les mères-poules à la vue de leurs petits canards descendus à l'eau, les néo-révélateurs sont dans les transes pour les malheureux évadés qui s'ébattent joyeusement au soleil :

« Eh ! Mes enfants ! Quelle imprudence ! Vous allez vous enrhumer au grand air. Vite, rentrez dans le beau palais que j'ai construit en votre faveur. On n'a jamais vu, on ne verra jamais son pareil ! »

Ils sont déjà trois ou quatre Moïse qui assurent avoir bâti à chaux et à ciment pour l'éternité, et les portes de l'enfer ne prévaudront certes pas contre ces paradis neufs à l'enchère. Libre à un croyant de chercher, à travers la brume, quelque fugitive échappée sur le monument de l'avenir. C'est un but honnête de promenade et un excellent exercice pour les yeux. Mais

nous rapporter de cette excursion un dessin complet et minutieux de l'édifice, plan, coupe, hauteur et détails, avec état de lieux authentique... non, mon ami, non, rempochez votre épure.

La manie serait innocente, si ces fanatiques amants de claustration ne prêtaient main-forte contre les démolisseurs de la vieille geôle, qui refusent de travailler à la confection de la nouvelle et prétendent laisser le public en promenade, chose horrible suivant tous les messies.

Que la civilisation ait pour couronnement inévitable la communauté, il serait difficile de nier cette évidence. L'étude du passé et du présent atteste que tout progrès est un pas fait dans cette voie, et l'examen des problèmes aujourd'hui en litige ne permet pas d'y trouver une autre solution raisonnable. Tout est en pleine marche vers ce dénouement. Il ne relève que de l'instruction publique, par conséquent de notre bonne volonté. Le communisme n'est donc pas une utopie. Il est un développement normal et n'a aucune parenté avec les trois ou quatre systèmes, sortis tout équipés de cervelles fantaisistes.

Cabet, par son Icarie et sa tentative de Nauvoo[2], a eu précisément le tort d'assimiler l'idéal régulier de l'avenir aux hypothèses en l'air des révélateurs de pacotille. Il a dû échouer plus rudement encore que ses émules, le communisme étant une résultante

2 Colonie communiste fondée aux États-Unis par Cabet en 1849.

générale, et non point un œuf pondu et couvé dans un coin de l'espèce humaine, par un oiseau à deux pieds, sans plumes ni ailes. Saint-simoniens, fouriéristes, positivistes ont tous déclaré la guerre à la révolution, accusée par eux de négativisme incorrigible. Pendant une trentaine d'années, leurs prêches ont annoncé à l'univers la fin de l'ère de destruction et l'avènement de la période organique, dans la personne de leurs messies respectifs. Rivales de boutique, les trois sectes ne s'accordaient que dans leurs diatribes contre les révolutionnaires, pécheurs endurcis, refusant d'ouvrir les yeux à la lumière nouvelle et les oreilles à la parole de vie.

Chose remarquable qui suffit pour établir la distinction, les communistes n'ont cessé de former l'avant-garde la plus audacieuse de la démocratie, tandis que les poursuivants d'hypothèses ont rivalisé de platitude devant tous les gouvernements rétrogrades et mendié leurs bonnes grâces par l'insulte à la république. C'est que le communisme est l'essence, la moelle de la révolution, tandis que les nouvelles religions n'en furent jamais que les ennemies, tout comme l'ancienne.

Personne n'ignore ce que sont aujourd'hui les saint-simoniens : des piliers de l'Empire. On ne peut pas certes les accuser d'apostasie. Leurs doctrines ont triomphé : la souveraineté du Capital, l'omnipotence de la banque et de la haute industrie. Ils trônent avec elles, rien de mieux. Mais dire que ces braves gens ont été pris pour de dangereux novateurs !

Les fouriéristes, après avoir fait dix-huit ans leur cour à Louis-Philippe sur le dos des républicains, ont passé à la république avec la victoire, fort étonnés bientôt et encore plus déconfits de rencontrer la proscription où ils avaient cru trouver la puissance. Disparus dans la tempête avec leur burlesque utopie. Les débris restent mêlés aux rangs démocratiques. Ils n'ont plus d'espoir ailleurs.

Le positivisme, troisième chimère du siècle, a débuté par la négation de tous les cultes, et fini par le système des castes, enté sur une caricature de catholicisme. Du reste, il s'est divisé. Les orthodoxes disent gravement la messe comtiste dans la chambre mortuaire du Prophète. Les protestants passent leur vie à nier la doctrine qu'ils prêchent, ou prêcher la doctrine qu'ils nient, comme on voudra. Tous également remarquables par leur crainte des coups, leur respect de la force et leur soin de fuir le contact des vaincus.

Comte a consacré ses dernières années au panégyrique de l'empereur Nicolas et au trépignement des révolutionnaires. Il avait imaginé ses castes pour gagner le cœur de la réaction. La réaction et le tsar n'ont pas daigné tourner la tête.

Les schismatiques font un certain bruit et possèdent un simulacre d'influence, grâce aux trembleurs de l'athéisme qui sont venus s'abriter sous une équivoque. Passé le péril, cette ombre d'existence s'évanouira, et les positivistes prendront la queue du socialisme ou émigreront dans le camp conservateur.

Le communisme, qui est la révolution même, doit se garder des allures de l'utopie et ne se séparer jamais de la politique. Il en était dehors naguère. Il s'y trouve en plein cœur aujourd'hui. Elle n'est plus que sa servante. Il ne doit pas la surmener, afin de conserver ses services. Il lui est impossible de s'imposer brusquement, pas plus le lendemain que la veille d'une victoire. Autant vaudrait partir pour le soleil. Avant d'être bien haut, on se retrouverait par terre, avec membres brisés et une bonne halte à l'hôpital.

N'oublions pas notre axiome : instruction et communauté cheminent de front et ne peuvent se devancer d'un pas. C'est beaucoup déjà d'avoir une sœur siamoise que tout le monde appelle à grands cris. L'une ne viendra pas sans l'autre.

Il est vrai que ces appels unanimes ont un sous-entendu : la définition. Or, nous l'avons vu, la définition est double, noire et blanche. Ne soyons pas dupes. Les pièces sont là. Le gouvernement et le conservatisme ne veulent que l'instruction donnée par les prêtres, ce qui signifie : ténèbres. Ils poussent avec frénésie à ce résultat. César, Shylock et Loyola marchent, les coudes serrés, à la conquête de la nuit. Ils n'arriveront pas, mais ils nous empêchent aussi d'arriver.

Les deux forces aux prises se tiennent mutuellement en échec. Personne n'avance, personne ne recule. Immobilité sur place. Pour nous, dans la situation, c'est un succès. La nuit tient à ses ordres cinquante

mille prêtres, cinquante mille congréganistes et à peu près quarante mille instituteurs. Car presque tous aujourd'hui obéissent à la sacristie. L'Université est en pleine trahison.

On ne peut même pas compter sur la presse. Celle de l'opposition ne dépasse guère les murs des villes. La campagne appartient aux feuilles rétrogrades qui viennent appuyer de leur propagande écrite la propagande orale du curé, des ignorantins et des grands propriétaires. Tout est contre nous, rien pour nous.

Que nous reste-t-il donc ? Le souffle du progrès qui circule dans l'air, les communications d'homme à homme par les routes ferrées, la conscience publique, le spectacle de nos ennemis surtout, notre meilleur plaidoyer. Ce qui grandit peut-être, c'est la colère, force précaire. La colère d'aujourd'hui devient souvent la peur de demain. Point de base solide que l'instruction, et les efforts adverses la paralysent. Nous marquons le pas.

Mais le lendemain d'une révolution, coup de théâtre. Non pas qu'il s'opère une transformation subite. Hommes et choses sont les mêmes que la veille. Seulement l'espoir et la crainte ont changé de camp. Les chaînes sont tombées, la nation est libre, et un horizon immense s'ouvre devant elle.

Que faire alors ? Atteler un nouveau relais au même chariot, comme en 1848, et reprendre tranquillement

les mêmes ornières ? On sait où elles mènent. Si, au contraire, le sens commun a pris enfin le dessus, voici, tracées côte à côte, deux routes parallèles. L'une, d'étape en étape, aboutit à l'instruction intégrale universelle ; l'autre, par des étapes correspondantes, à la communauté.

Sur les deux routes, au début, même mesure : destruction des obstacles. Ils sont bien connus. Ici, l'armée noire ; à côté, la conspiration du Capital. L'armée noire, on l'évacue au-delà des frontières, besogne simple. Le capital est moins accommodant. On sait son procédé invariable : il fuit ou se cache. Après quoi, le capitalisme se met à la fenêtre et regarde tranquillement le peuple barboter dans le ruisseau. C'est l'histoire de 1848. Le peuple a gémi, pleuré, maugréé, puis, se fâchant trop tard, a été bien battu et a repris ses fers. Ne recommençons pas.

Empêcher la disparition du numéraire, impossible ! Il n'y faut pas songer seulement. Mais les meubles, voire les plaines, ne peuvent ni se cacher, ni fuir. Cela suffit. On court au plus pressé.

DISPOSITIONS IMMÉDIATES
1869-1870.

Dans l'ordre économique

1. Commandement à tous les chefs d'industrie et de commerce, sous peine d'expulsion du territoire, de maintenir provisoirement dans le *statu quo* leur situation présente, personnel et salaire. L'État prendrait des arrangements avec eux. Substitution d'une régie à tout patron expulsé pour cause de refus.
2. Convocation d'assemblées compétentes, pour régler la question des douanes, celle des mines et des grandes compagnies industrielles, celle du crédit et de l'instrument d'échange.
3. Assemblée chargée de jeter les bases des associations ouvrières.

Par le commandement aux patrons, le coup de Jarnac du capital serait paré. À la première heure, c'est l'essentiel. Les travailleurs pourront attendre ailleurs que dans le ruisseau les nouvelles mesures sociales.

Dans l'ordre politique.

Suppression de l'armée et de la magistrature. Révocation immédiate des fonctionnaires moyens et supérieurs. Maintien provisoire des employés. Expulsion de toute l'armée noire, mâle et femelle. Réunion au domaine de l'État de tous les biens meubles et immeubles, des églises,

communautés et congrégations des deux sexes, ainsi que de leurs prête-noms. Répétitions à exercer contre les ennemis sérieux de la République, pour actes postérieurs au 24 février 1848. Annulation de toute vente de ces biens ou de toute hypothèque prise sur eux, depuis cette même date.

Réorganisation du personnel fonctionnaire. Plus de Code pénal, ni de magistrature. Arbitres au civil, jurés au criminel. Peine proportionnelle à la faute, et toujours édictée par le jury, selon sa conscience, sans tarif obligatoire. Nature des diverses peines seule formulée d'avance.

Formation d'une armée nationale sédentaire. Armement général des ouvriers et des populations républicaines.

Aucune liberté pour l'ennemi.

Ordre financier

Suppression du grand livre de la dette publique. Commission pour le règlement de la Caisse d'épargne. Remplacement de toutes les contributions directes ou indirectes par un impôt direct, progressif, sur les successions et sur le revenu.

Instruction publique.

Constitution d'un corps enseignant des trois degrés : primaire, secondaire et supérieur.

Gouvernement.

Dictature parisienne.

L'appel précipité au suffrage universel en 1848 fut une trahison réfléchie. On savait que, par le bâillonnement de la presse depuis le 18 brumaire, la province était devenue la proie du clergé, du fonctionnarisme et des aristocraties. Demander un vote à ces populations asservies, c'était le demander à leurs maîtres. Les républicains de bonne foi réclamaient l'ajournement des comices jusqu'à pleine libération des consciences par une polémique sans entraves. Grand effroi pour la réaction, aussi certaine de sa victoire immédiate que de sa défaite au bout d'un an. Le gouvernement provisoire lui a livré avec préméditation la République qu'il avait subie avec colère.

Le recours au scrutin le lendemain de la révolution ne pourrait avoir que deux buts également coupables : enlever le vote par contrainte, ou ramener la monarchie. On dira que c'est là un aveu de minorité et de violence. Non ! La majorité acquise par la terreur et le bâillon n'est pas une majorité de citoyens, mais un troupeau d'esclaves. C'est un tribunal aveugle qui a écouté soixante-dix ans une seule des deux parties. Il se doit à lui-même d'écouter soixante-dix ans la partie adverse. Puisqu'elles n'ont pu plaider ensemble, elles plaideront l'une après l'autre.

En prévision des événements, déjà, les mielleux de la réaction brodent des homélies sentimentales sur cette antienne : « Il est bien malheureux que les partis ne cherchent dans la victoire que les représailles, au lieu d'y chercher la liberté. » L'antienne est fausse.

En 1848, les républicains, oubliant cinquante années

de persécutions, ont accordé liberté pleine et entière à leurs ennemis. L'heure était solennelle et décisive. Elle ne reviendra plus. Les vainqueurs, malgré de longs et cruels griefs, prenaient l'initiative, donnaient l'exemple.

Quelle fut la réponse ? L'extermination. Affaire réglée. Le jour où le bâillon sortira de la bouche du Travail, ce sera pour entrer dans celle du Capital.

Un an de dictature parisienne en 48 aurait épargné à la France et à l'histoire le quart de siècle qui touche à son terme. S'il en faut dix ans cette fois, qu'on n'hésite pas. Après tout, le gouvernement de Paris est le gouvernement du pays par le pays, donc le seul légitime. Paris n'est point une cité municipale cantonnée dans ses intérêts personnels, c'est une véritable représentation nationale.

Il importe au salut de la révolution qu'elle sache unir la prudence à l'énergie. L'attaque au principe de la propriété serait inutile autant que dangereuse. Loin de s'imposer par décret, le communisme doit attendre son avènement des libres résolutions du pays, et ces résolutions ne peuvent sortir que de la diffusion générale des Lumières.

Les ténèbres ne se dissipent pas en vingt-quatre heures. De tous nos ennemis, c'est le plus tenace. Vingt années ne suffiront peut-être pas à faire le jour complet. Les ouvriers éclairés savent déjà par expérience que le principal, on peut même dire le seul obstacle au développement des associations est l'ignorance. Les masses ne comprennent pas et se défient. Défiance trop légitime, hélas ! La race des vampires est toujours là, prête à recommencer l'exploitation sous de nouveaux masques. Les ignorants, par un instinct

vague de ce danger, préfèrent encore la simplicité du salariat. Ils en savent par cœur les inconvénients et les avantages. La complication les effraie. Rien d'aussi décourageant que de ne pas voir clair dans son jeu, quand la vie en dépend. Néanmoins, les bienfaits manifestes de l'association ne tarderont pas à éclater aux yeux de tout le prolétariat de l'industrie dès que le pouvoir travaillera pour la lumière, et le ralliement peut s'accomplir avec une extrême rapidité.

Autrement grave est la difficulté dans les campagnes. D'abord l'ignorance et le soupçon hantent beaucoup plus encore la chaumière que l'atelier. Puis il n'existe pas d'aussi puissants motifs de nécessité et d'intérêt qui entraînent le paysan vers l'association. Son instrument de travail est solide et fixe. L'industrie, création artificielle du Capital, est un navire battu par les flots et menacé à chaque instant du naufrage. L'agriculture a sous ses pieds le plancher des vaches qui ne sombre jamais.

Le paysan connaît son terrain, s'y cantonne, s'y retranche et ne redoute que l'empiètement. Le naufrage, pour lui, serait l'engloutissement de sa parcelle dans cet océan de terres dont il ignore les limites. Aussi *partage* et *communauté* sont-ils des mots qui sonnent le tocsin à ses oreilles. Ils ont contribué pour une bonne part aux malheurs de la République en 1848, et servent derechef contre elle, depuis la nouvelle coalition des trois monarchies.

Ce n'est pas une raison pour rayer le mot *communisme* du dictionnaire politique. Loin de là, il faut habituer les campagnards à l'entendre non comme une menace, mais comme une espérance. Il suffit de bien établir que

la communauté est simplement l'association intégrale de tout le pays, formée peu à peu d'associations partielles, grossies par des fédérations successives. L'association politique du territoire français existe déjà. Pourquoi l'association économique n'en deviendrait-elle pas le complément naturel, par le progrès des idées ?
Mais il faut déclarer nettement que nul ne pourra jamais être forcé de s'adjoindre avec son champ à une association quelconque, et que, s'il y entre, ce sera toujours de sa pleine et libre volonté. Les répétitions sur les biens des ennemis de la république seront exercées, à titre d'amende, par arrêt de commissions judiciaires, ce qui n'implique en rien le principe de propriété.
Il sera indispensable également d'annoncer que ces arrêts respecteront les petits et moyens propriétaires, attendu que leur hostilité, sans importance quand elle existe, ne mérite pas une représaille. Ce qu'il faut balayer du sol, sans hésitation, sans scrupule, ce sont les aristocraties et le clergé. À la frontière, marche !
Dans quels délais le communisme pourra-t-il s'installer en France ? Question difficile. À juger par la disposition présente des esprits, il ne frapperait pas précisément aux portes. Mais rien de si trompeur qu'une situation, parce que rien n'est si mobile. La grande barrière, on ne le redira jamais trop, est l'ignorance. Là-dessus, Paris se fait illusion. C'est tout simple. D'un milieu lumineux, on n'aperçoit pas la région de l'ombre. Les journaux, les voyageurs racontent la province, ils ne sauraient la peindre. Il faut plonger dans les ténèbres pour les comprendre. Elles couvrent la France par couches si épaisses qu'il semble impossible de les soulever. Sur un point unique le soleil, sur quelques autres à peine des

aubes naissantes, de faibles crépuscules, partout ailleurs la nuit.

De là, pour nous, l'impossibilité de voir clairement la solution du problème social. Entre ce qui est et ce qui veut être, il existe une distance si prodigieuse que la pensée n'arrive pas à la franchir. Une hypothèse cependant donne la clé de l'énigme. Si chaque citoyen avait l'instruction du lycée, par quel procédé s'établirait l'égalité absolue, moyen unique de concilier les impérieuses prétentions de tous ? Par le communisme, sans une ombre de doute. Le communisme est la seule organisation possible d'une société, savante à l'extrême, et dès lors violemment égalitaire.

Que la soif de l'égalité soit le premier, le plus irrésistible effet de l'instruction, il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux autour de soi et sur soi. Qui, parmi les gens éclairés, voudrait souffrir une prédominance quelconque, s'il n'y était contraint par la force ? L'habitude de cette contrainte donne l'habitude de la résignation. On n'y songe même pas, ou si l'on y songe, c'est avec ce haussement d'épaules, geste éloquent de l'impuissance.

Or qu'est-ce que la force brutale ? C'est l'ignorance, par la grâce du hasard, aux ordres du premier venu, l'ignorance embrigadée, tremblante et soumise, instrument à la fois et victime de la violence. Plus d'ignorants, plus de soldats ! Toute prépotence est anéantie. Qui pourra régenter son voisin ou vivre à ses dépens ? L'égalité sera la première loi. La fraternité et la liberté deviendront ses compagnes naturelles, toujours par nécessité. Le communisme

sera certainement la forme obligée d'un tel ordre social, car, seul, il résout, d'après le sens commun, tous les problèmes économiques.

Voilà justement aussi pourquoi il ne saurait être la forme de la société présente. Il n'est compatible qu'avec l'universalité des Lumières, et nous n'en sommes pas là. Les tentatives prématurées pour l'implanter dans un milieu réfractaire n'enfanteraient que désastres. En 1848, la majorité des ouvriers a mal accueilli l'égalité des salaires, peu conciliable en effet avec une instruction bornée.

L'association, cette mère future du communisme, n'en est encore qu'à la première période de gestation. Elle maintient ses adhérents sous le régime de l'échange, par conséquent de l'individualisme. Nul ne la consentirait plus étroite. Rien n'est mûr pour de si profondes transformations. Jusqu'ici, la communauté n'a donné d'elle au monde qu'une manifestation hideuse, le cloître. Celle de l'avenir sera la liberté. Un chemin est sec et ferme par le froid comme par le chaud. Entre les deux, il y a le dégel.

On a osé, à Paris, en pleine réunion publique, reprendre contre les *déclassés* les diatribes du coup d'État. On a osé dire qu'une société de savants ne serait pas viable, et qu'on doit lui préférer une société d'abrutis. Se plaindre qu'il y ait trop d'hommes instruits, alors que la nation est esclave par ignorance, n'est-ce point le langage des ennemis du peuple ? Ils le sentent si bien que leur tactique s'enveloppe de gros compliments. Ils dorent la pilule avec une flagornerie, en prêchant aux prolétaires que les habiletés de la main valent les puissances du cerveau. Les travailleurs dévoués à

l'émancipation des masses connaissent bien tout le poison de cet encens. Ils savent trop que ni la force, ni l'adresse ne sont l'intelligence, et que l'auteur de tel chef-d'œuvre industriel peut être en même temps une dupe aveugle. Voyez l'Inde et la Chine. L'Europe n'a jamais pu égaler les Hindous dans le tissage du cachemire. Comme artistes, comme artisans, les Chinois sont au moins nos rivaux. Et cependant quelle dégradation ! Pourquoi ? La pensée est absente.

Combien d'animaux même se montrent les émules, sinon les supérieurs de l'homme dans la manipulation de la matière ! Certains nids d'oiseaux sont d'inimitables chefs-d'oeuvre. Quels plus merveilleux ouvriers que l'abeille et l'araignée ? L'abeille juxtapose ses tubes hexagones avec une précision géométrique que nous ne pourrons jamais surpasser. L'araignée défie la science du mathématicien et tout l'art du tisseur, dans les mille calculs qui savent nouer ses fils et adapter ses toiles aux emplacements les plus divers. Deux simples insectes pourtant !

Non ! ce n'est pas la dextérité manuelle, c'est l'idée seule qui fait l'homme. L'instrument de la délivrance n'est point le bras, mais le cerveau, et le cerveau ne vit que par l'instruction. L'attaque à cette mère nourrice de la pensée est un attentat contre l'être pensant lui même, un crime social.

L'estomac ne peut supporter l'abstinence. Le cerveau s'y habitue aisément, au contraire. Plus il pâlit, moins il ressent le besoin. L'excès de privation ne lui donne pas l'avidité, mais le dégoût et la fatigue de la nourriture. Il ne sent pas son mal, il s'y complaît même, et s'abandonne volontiers aux langueurs de

cette léthargie. Si le jeûne de l'estomac cause la mort physique, celui du cerveau amène la mort intellectuelle. Il ne reste que des brutes satisfaites de croupir dans une vie purement bestiale. C'est ainsi que, par une atrophie savante des facultés de l'âme, la tyrannie sait arriver à l'extinction morale d'un peuple, et le raie en quelque sorte de l'humanité. Une nation peut pardonner à ses oppresseurs la servitude, les prisons, les supplices, la misère, la faim, toutes les violences, toutes les calamités, toutes les douleurs, mais l'attentat sur son cerveau, mais l'étouffement de son intelligence, jamais, jamais, jamais ! Pour un tel forfait, point de pardon possible !

Laissons donc là les billevesées, les programmes fantaisistes, les querelles de mots et de formes. Le salut du peuple est dans l'instruction. C'est le cri universel : De la lumière ! De la lumière ! L'ennemi n'en veut pas, lui. Il s'épuise en efforts désespérés pour nous refouler dans le moyen âge. Qui ne se rappelle ces paroles mémorables de Montalembert à la tribune législative de 1850 : « Deux armées sont en présence, l'armée du bien et l'armée du mal. L'armée du bien, 40.000 curés ; l'armée du mal, 40.000 instituteurs. »

Eh bien ! ces deux armées aujourd'hui n'en font plus qu'une. L'appel de Montalembert a été entendu. Qu'on ouvre *Le Moniteur* après le coup d'État, on y trouvera l'exécution littérale de son programme : les collèges partout remplacés par des jésuitières ; les instituteurs traqués comme des bêtes fauves ; les anathèmes contre le *déclassement*, ce qui veut dire contre l'instruction du pauvre ; l'enseignement primaire

réduit au catéchisme ; dans les lycées, la suppression de la philosophie et la bifurcation ou plutôt l'étranglement des études ; les jeunes générations livrées au clergé ; partout une guerre à mort aux Lumières, partout la race du capital appelant à grands cris le prêtre et les ténèbres au secours de son omnipotence en péril.

En ces jours néfastes, qui aurait pu retenir ses larmes devant le déchaînement de toutes les perversités contre la pensée humaine ? Quelle conscience de leur crime dans un tel acharnement ! Oh ! s'il leur eût été donné d'emporter la France loin, bien loin, au sein des plus reculés océans, avec quelle volupté de rage ils auraient anéanti tous les monuments de l'esprit humain, la lettre moulée elle-même et jusqu'au nom de l'imprimerie !

Malheureusement pour eux, si on transporte les citoyens, le sol reste en place, et comme, au milieu du monde civilisé, l'intelligence seule fait la véritable force, nos triomphateurs allaient périr bientôt par leur propre victoire. Il a fallu s'arrêter sous peine de mort, et ne pas détruire complètement les fonctions du cerveau. Mais quelles ruines déjà ! Et nous ne sommes pas au bout. La triade Sabre-Écu-Goupillon, toujours souveraine, ne peut se maintenir que par la violence et l'abrutissement. Le suffrage universel, son misérable esclave, marche au scrutin, tenu au collet par le gendarme et le prêtre, avec le capital qui l'escorte, le pied au derrière.

Comment s'en étonner ? L'ignorant est à peine un homme, et on peut le mener comme un cheval, avec la bride et l'éperon. Le dresser au travail et à l'obéissance, c'est l'unique préoccupation du maître. Si l'on veut connaître à fond les rêves du conservatisme, qu'on étudie

son langage et ses œuvres, après le coup d'État, alors que, tenant le peuple sous ses pieds, il avait levé le masque et se croyait dispensé de ménagements. Suppression immédiate des écoles normales où se formaient de vrais instituteurs. Il faut lire les déblatérations furieuses de l'époque contre ces « pépinières de boute-feux et d'empoisonneurs de jeunesse ». Discours officiels, journaux, sermons proclament à l'envi qu'on ne doit apprendre aux enfants du peuple que le catéchisme et un métier, que tout autre enseignement est une source perpétuelle de révolte, une calamité publique. C'est partout un déchaînement de blasphèmes contre l'instruction qui allume l'envie des masses et les précipite sur la société ; une tempête d'imprécations à l'adresse des *déclassés*, ces ennemis de tout ordre social, ces fauteurs de bouleversements.

Quand on voit reparaître aujourd'hui, jusqu'au sein des assemblées populaires, les attaques au déclassement, la guerre à l'instruction gratuite et obligatoire, il n'est pas difficile de deviner, sous son faux nez socialiste, l'intrigue cléricо-féodale. En creusant le projet des écoles professionnelles, on retrouverait aisément le venin de 1852, cette idée fixe d'incarcérer le travailleur dans un métier, et d'en revenir par ce chemin au système des castes.

Tel ouvrier de la pensée est souvent plus besogneux que le moindre ouvrier de la matière. Qu'est-ce que les déclassés, sinon les parias de l'intelligence ? On ne les insulte que parce qu'ils sont pauvres. Dès qu'ils ont des écus, ils cessent d'être des déclassés et montent au premier rang. Quelle meilleure preuve que la fortune seule, et non le mérite, classe les individus

dans notre ordre social ?
Une foule de savants vivent et meurent pauvres, après avoir rendu des services ignorés. Ils avaient le savoir. Ils manquaient du savoir-faire, qui seul enrichit. Le savoir-faire, ce suçoir du vampire, est le souverain maître de notre cruelle société. Malheur à ceux que la nature a oublié d'en pourvoir ! Ils serviront de pâture à la science-reine, la science de l'exploitation.
Des milliers de gens d'élite languissent dans les bas-fonds de la misère. Ils sont l'horreur et l'effroi du capital. Le capital ne se trompe pas dans sa haine. Ces déclassés, arme invisible du progrès, sont aujourd'hui le ferment secret qui gonfle sourdement la masse et l'empêche de s'affaisser dans le marasme. Demain, ils seront la réserve de la révolution.

Le « communisme » est mort, vive le communisme !

par Lucien Sève

Telle qu'elle me paraît engagée en vue des rendez-vous de fin 2007 puis 2008, la discussion sur le problème capital qui nous préoccupe tous nous confronte à un dilemme de caractère, je le crains, très fallacieux.

D'un côté, pour le dire succinctement, l'évidence semble bien être que le communisme est mort. Mort comme système social avec l'implosion de l'Union soviétique ; mort comme force politique avec, pour ce qui nous concerne, l'irrémédiable 1,93 % de l'élection présidentielle ; mort comme proposition intellectuelle avec un effacement public de Marx dont je ne sais si nous mesurons la profondeur, masqué qu'il nous est par un travail de recherche vivace mais confidentiel. Cet état de fait nourrit une conviction susceptible d'être déclinée de diverses façons politiques mais qui toutes optent au fond pour un premier terme de l'alternative : *il faut renoncer au communisme*.

D'un autre côté, cette supposée évidence est en tout point contestée. Où prend-on que l'implosion de l'URSS sonnerait le glas d'un socialisme foncièrement repensé à partir des rudes leçons d'hier, quand le capitalisme court à l'abîme ? Que le très mauvais résultat du parti à la présidentielle annulerait les forces qu'il conserve et le dynamisme qui l'anime ? Que le silence médiatique sur les fondamentales vues de Marx ôterait sa pertinence au message du *Manifeste* ? Il y a énormément à réexaminer, à réinventer, à réengager, nul n'en doute, mais le cap vaut plus que jamais, donc l'instrument historique qui fait corps avec lui. Conséquence : *il faut garder le parti communiste*.

Si tel est bien le dilemme à affronter – avec du vrai des deux côtés, mais dans des perspectives inconciliables –, mieux vaut ne pas se leurrer : il n'a d'issue prévisible que dans une séparation de corps entre les uns et les autres. La dialectique n'efface pas les « ou bien..., ou bien... » de l'histoire. Et la logique de l'émiettement de ce qui fut le *communisme français* peut aller encore au-dessous de 1,93 %.

Mais est-ce le bon dilemme ? Je le conteste pour une double raison. La première est qu'il tourne tout entier autour du communisme – mot et chose – sans que soit vraiment, à mon sens du moins, désamorcé le terrible piège qu'il recèle. *De quoi parle-t-on au juste ?* À la clarification exigeante du terme « communisme » tient l'issue du débat et donc l'avenir du combat. C'est par elle qu'il est impératif de commencer. La deuxième raison est que, si on veut bien la considérer avec

attention, l'alternative ci-dessus formulée – « il faut renoncer au communisme », « il faut garder le parti communiste » – n'épuise qu'en apparence les réponses pensables, pour la simple raison que sont en jeu deux termes et non un seul : « communisme » et « parti ». Je suis quant à moi irréversiblement attaché à une troisième manière de répondre qui me paraît occultée sans raison connue : *il faut absolument conserver communisme et radicalement dépasser parti*.

I- « Le communisme » : une terrible équivoque

La très grande majorité des Français, y compris sans doute nombre d'électeurs, voire de militants communistes, tiennent pour une parfaite évidence que, selon une formule connue, « le communisme a été essayé, et il a radicalement échoué ».

Dans cette phrase clef, que veut dire « le communisme » ? Pour simplifier, disons : trois choses : 1) la sorte de société qu'ont représentée, par-delà leurs différences, l'Union soviétique, les pays d'Europe de l'Est, une demi-douzaine d'autres dont le Cambodge de Pol Pot (le cas de la Chine fait problème pour tout le monde) ; 2) le type d'organisation politique qu'avec des variantes ont pratiqué les partis composant le mouvement communiste, le PCF en étant tenu pour une exemplaire illustration ; 3) le mode de pensée qu'a longuement donné à voir le « marxisme-léninisme » sous ses diverses figures doctrinales, celles notamment du matérialisme dialectique et historique comme du socialisme scientifique.

On peut longuement épiloguer sur l'appréciation historique à porter sur « le communisme » ainsi défini, en faisant valoir à bon droit ce qu'on doit aussi lui reconnaître d'apports théoriques, de mérites politiques, d'avancées sociales. Bien rares sont ceux qui pour autant ne l'associent pas à l'idée d'un radical échec d'ensemble, et si pénible que ce puisse être il faut bien en convenir. Sans même parler des crimes, les sociétés qui se sont construites plus ou moins à l'image de l'URSS n'ont semble-t-il, eu à terme le choix historique qu'entre disparaître ou s'ouvrir au capital. Les partis nés de la IIIe Internationale – pour ne rien dire ici de la IVe – apparaissent, sauf rares exceptions, voués eux-mêmes à l'auto-dissolution ou à la marginalisation. Et si des lectures renouvelées de Marx en donnent à voir toute l'actuelle fécondité, nombre de certitudes doctrinales proclamées par ce qui s'est appelé le marxisme n'ont pas résisté elles-mêmes au temps et ont perdu tout crédit. Seuls des autistes politiques peuvent affecter de le nier : « le communisme » est bien mort.

Maintenant, revenons un instant à Marx. Chose stupéfiante : ce que, lui, n'a cessé de penser sous le mot communisme n'a à peu près rien à voir avec « le communisme », c'est même sur nombre de points plutôt le contraire. Avant tout, le *communisme* n'est ni un état social à instaurer ni un idéal à réciter mais le « mouvement réel qui dépasse l'état de choses existant ». Premier point crucial : un mouvement par quoi avance l'histoire au présent. Mouvement vers quoi ? Vers le complet dépassement du capitalisme, forme la plus extrême des sociétés de classes, le

passage à une forme sociale sans classes où s'achève la préhistoire humaine pleine de bruit et de fureur. Mouvement par quoi ? Par la résorption de toutes les grandes aliénations historiques du genre humain – l'aliénation n'étant pas pour lui, comme on semble croire, une disgrâce parmi d'autres mais l'appellation la plus globale de tous les dessaisissements à quoi nous condamne la société de classes dans les domaines les plus divers quoique intimement communicants – économique, écologique, sociétal, politique, éthique, idéologique, culturel, existentiel... Le *communisme*, c'est l'immense processus, nécessairement mondial bien que nationalement enraciné, par quoi les humains associés se réapproprient leurs puissances sociales de tous ordres et émergent enfin ainsi d'un monde d'horreurs qui n'a rien de naturel.

Une chose et son contraire sous une même phrase

Il n'est pas besoin d'être long pour établir que « le communisme » n'a pas eu grand-chose du communisme visé par Marx. Les « pays communistes » ? Pas un seul ne s'est jamais dit lui-même communiste, et pour cause : en aucun d'eux, quels qu'aient pu en être les mérites partiels, les travailleurs associés n'ont été maîtres de leurs puissances sociales ni libérés de formes classiques ou inédites d'aliénation – à mille lieues du « à chacun selon ses besoins ». Stalinisé ou brejnévisé, « le socialisme » n'a nulle part été l'antichambre annoncée du communisme, il lui a au contraire tourné le dos jusqu'à se vouloir « rattrapage du capitalisme ». Les

« partis communistes » ? Même ceux qui se sont nommés ainsi ont retiré il y a longtemps le communisme de leur visée réelle au profit d'un « socialisme » supposé plus réaliste, alors que la conquête du pouvoir censée en ouvrir l'accès s'avérait, elle, inaccessible. De sorte que leur activité de plus en plus alignée sur le calendrier électoral a fait d'eux des partis comme les autres, mais sans chance crédible de devenir jamais dirigeants, les vouant ainsi à une implacable désaffection. Les « idées communistes » ? Une enquête montrerait que sous ce qualificatif est massivement placé par l'opinion commune le contraire même des vues de Marx – productivisme, étatisme, dédain de la démocratie et de l'individu... Mais nous-mêmes ? S'il m'est permis de le dire, menant depuis vingt-cinq ans un effort de pensée et de proposition pour que le communisme de Marx prenne place au centre de notre culture, j'ai pu mesurer à quel point son contenu effectif nous est en général resté peu familier.

On en vient ainsi à un constat aussi décisif que paradoxal : ce que l'idéologie dominante, celle de l'adversaire, appelle « le communisme » – et nous aussi hélas, trop souvent – a si peu de rapport avec le communisme marxien qu'il en est sur plus d'un point le contraire. En résulte un terrible malentendu : le même énoncé – « le communisme est mort, il faut l'abandonner » – est passible de deux significations politiques opposées. Premier sens : « le communisme », tel que l'entend le parler courant – étatisme généralisé, bureaucratisme de parti, doctrinarisme de pensée... – a été décisivement invalidé par l'histoire et c'est dans

un tout autre sens qu'il faut désormais chercher – je ne vois pas quant à moi qui peut le contester. Deuxième sens : le communisme, tel que l'a entendu Marx, n'est plus d'aucune pertinence et c'est dans un tout autre sens qu'il faut aujourd'hui s'orienter – avec cela on est fondé à être, et je suis pour ma part, en désaccord radical.

Que « le communisme » soit mort n'est plus à débattre : c'est un fait massif et têtu ; que le communisme soit obsolète n'est en rien établi avant débat : c'est au contraire la question à examiner, et à expérimenter. L'idée si répandue selon laquelle « le communisme a été essayé, et il a échoué » relève de la totale équivoque. Si l'on a en vue ce que le parler courant nomme « le communisme », c'est flagrant ; si l'on pense au communisme de Marx, c'est absurde : en ce sens, le communisme n'a aucunement échoué pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé nulle part. Même le PCF n'a, sauf exception, jamais encore fait de la politique avec le communisme. On peut certes se demander si le communisme est susceptible de devenir un « mouvement réel », sous quelles formes et par quelles voies au XXI[e] siècle – voilà une question cruciale. Mais se demander s'il faut « abandonner ou conserver la référence au communisme », sans plus de précision, n'a aucun sens clair. Laisser s'engager le débat dans une telle confusion serait à mon sens un désastre.

Je suis pour ma part de ceux, très nombreux, qui constatent que « le communisme » est mort – et ne nous laissons pas abuser par des apparences : même chez

un mort la barbe continue un certain temps à pousser – et qu'il faut non pas simplement « y renoncer », mais en faire très attentivement notre deuil. En même temps, je suis de ceux – hélas bien moins nombreux qu'il ne faudrait – qui jamais n'abandonneront le communisme dans l'authenticité et la plénitude de son acception marxienne, et qui considèrent même qu'un tel abandon constituerait la plus impardonnable des fautes historiques.

II- Communisme : pourquoi ?

Parce que c'est la seule alternative vraie à ce capitalisme qui sur, un rythme accéléré, conduit l'humanité à sa perte. En quoi est-ce la seule alternative vraie ? Pour dire en trois phrases ce qui exigerait un gros livre : en ceci que le capitalisme est fondamentalement la mise en privé universelle ; il prive ainsi les humains de la maîtrise collective sur leurs puissances sociales – les avoirs, les savoirs, les pouvoirs. Il est la forme extrême de l'aliénation humaine. Sortir vraiment du capitalisme, c'est donc aller vers la mise en commun universelle de tout ce qui est social en en développant l'appropriation par tous : *communisme.*

Preuve contraire : l'échec partout du « communisme » sans communisme, ce « socialisme » mensongèrement donné pour « première phase du communisme » quand il lui tournait le dos sur tous les points essentiels – pas d'appropriation collective des moyens de production par les travailleurs associés mais leur confiscation par une nouvelle couche privilégiée, pas de dépérissement

de l'État mais l'instauration d'un despotisme, et, en fait d'émancipation des consciences, une mystificatrice idéologie officielle dépolitisante. Ce qui a été disqualifié par l'histoire n'est pas un communisme qui jamais ne fut « essayé », mais le socialisme sous toutes ses variantes, sans oublier les variantes social-démocrates, c'est-à-dire la promesse intenable d'une désaliénation ne s'en prenant pas au fond même des aliénations majeures. Un seul dirigeant a vu clair au XX[e] siècle dans cette cruciale question du communisme : Lénine, mais dans un contexte où n'existait aucune de ses préconditions nécessaires. Après quoi tout a été enseveli dans le « socialisme scientifique » stalinisé.

Le concept du communisme nous est encore si peu familier que beaucoup d'entre nous ne peuvent s'empêcher d'y voir un « idéal », une « utopie », oubliant l'essentiel : il s'agit avant tout d'un mouvement réel. On objecte: mais comment dire réel un mouvement qui n'existe pas encore ? C'est simple : il n'existe pas encore, hélas, comme mouvement conscient de forces sachant en faire leur visée concrète, mais comme mouvement inconscient de l'histoire, sa réalité crève les yeux. Exemple : « à chacun selon ses besoins », utopie ? Mais les révolutions en cours de la productivité réelle annoncent en clair comment une production de prodigieuse efficacité, à condition d'être délivrée des colossaux gâchis capitalistes et réorientée vers les besoins de tous, peut en faire au cours même de ce siècle une réalité naissante. De semblables pistes de réflexion s'entrouvrent partout – rôle décisif des savoirs dans le travail et dépassement du salariat, Internet et

démocratie, révolution biomédicale et santé pour tous, métissage étendu et émergence concrète d'un genre humain... Le capital est à la fois le pire ennemi de toute avancée communiste et le très involontaire fourrier de ses préconditions – Marx et Engels l'avaient déjà bien vu dans *le Manifeste*. Oui, le communisme n'attend que nous pour devenir mouvement consciemment réel.

Des vues stratégiques d'une foncière nouveauté.

Un texte individuel comme celui-ci ne peut bien entendu se proposer de faire ce que seule produira une vaste élaboration collective, mais simplement considérer de façon attentive l'idée de base que le communisme est le mouvement réel dépassant toutes les grandes aliénations historiques de l'humanité. On voit se dessiner plusieurs vues stratégiques cardinales en rupture avec ce que furent trop longtemps les nôtres.

Dépassement de *toutes* les aliénations historiques : le communisme est désaliénation universelle ou n'est pas, non pas seulement parce que chaque aliénation est à résorber mais parce que toutes s'entrecroisent – ainsi l'exploitation économique a vitalement besoin de s'étayer sur la domination étatique et la mystification idéologique. Conséquence : le mouvement réel du communisme, s'il a un caractère de classe, n'est pas celui d'une classe en particulier – même si le peuple ouvrier y est au premier chef concerné – mais de toutes les forces collectives et individuelles avides de quelque désaliénation. Pour reprendre une formule à mes yeux

judicieuse, la force communiste dont il est besoin doit être celle non d'une classe mais d'un projet un et divers à la fois : tout ce qui renvoie même de façon très indirecte à la logique infectieuse du capital, tout ce qui constitue un présupposé négatif ou positif de son dépassement possible peut et doit être source de mouvement communiste réel. Le champ des initiatives à prendre est immense.

Dépassement de toutes les *aliénations* historiques : si l'on entend bien ce terme clef d'aliénation – métamorphose de nos activités sociales en puissances étrangères écrasantes, telles les dictatures de la rentabilité financière, de la raison d'État sarkozyenne, de l'évidence néolibérale... –, en résulte une vue stratégique encore plus cruciale. Car rien ici ne peut être octroyé : toute réappropriation est l'œuvre propre des personnes elles-mêmes ou n'est pas. Faire aujourd'hui de la politique avec le communisme exige donc de rompre avec ce qui fut l'essence de la culture révolutionnaire traditionnelle, aujourd'hui caduque : conquête du pouvoir d'État comme préalable d'une transformation sociale par en haut avec organisation verticale de parti en conséquence. C'est là qu'est le plus essentiel à repenser du tout au tout. Car cette façon d'envisager la désaliénation conduisait droit au maintien dans l'aliénation – c'est le drame du « socialisme réel » et des partis communistes. Si les meilleurs esprits d'hier – Lénine, Gramsci – l'ont pourtant adoptée, c'est qu'il n'y en avait pas d'autre quand manquaient tragiquement les présupposés objectifs et subjectifs d'un mouvement communiste.

Le fait capital de ce siècle commençant est que le niveau de développement des forces productives et des individus rend envisageable, et pour une part déjà effectif en dehors même de nous, ce qui ne l'était pas naguère : un multiforme processus de réappropriation engagé au présent sur tous les terrains possibles. Le communisme sort de l'« idéal » pour devenir réel.

Dépassement de toutes les aliénations historiques : à son tour, le mot dépassement – celui même de Marx (en allemand : *Aufhebung*) quand il parle du communisme comme « mouvement réel » – ajoute encore de l'essentiel à ce qui précède. Une désaliénation est inévitablement un processus en temps long, hors de portée d'un acte révolutionnaire soudain même si des décisions de pouvoir peuvent le favoriser, mais c'est un processus que rien ne peut empêcher de s'engager aujourd'hui même. Ceci condamne tout renvoi du dépassement du capitalisme à un après-conquête du pouvoir qui n'est jamais venu dans aucun pays développé, et dans la supposée préparation duquel c'est en fait la subalterne bataille électorale qui accapare sans cesse les forces. Le mouvement du communisme s'engage aujourd'hui dans de tout autres batailles qu'électorales ou ne s'engagera jamais. Par-delà les vieilles images d'Épinal de « la révolution » – du moins pour ce qui concerne les pays le plus développés –, il faut réfléchir à l'idée forte d'évolution révolutionnaire, processus multiforme et inégal mais poursuivi avec esprit de suite d'initiatives engagées, de succès partiels remportés, de rapports des forces modifiés, d'élévation d'enjeu des initiatives dès lors possibles... Oui, on peut faire dès aujourd'hui

de la bonne politique avec le communisme. Et à moins du communisme, au point où en est le capitalisme, je ne vois pas quelle bonne politique est possible.

Abandonner la référence au communisme ?

Supposons qu'une certaine entente se manifeste sur une vision de cet ordre. Mais pourquoi tenir à l'inscrire sous l'emblème du communisme ? Est-ce bien voir, demande-t-on, à quel point le mot, fût-ce par malentendu, est décrié, donc combien de forces potentielles on risque d'éloigner à vouloir le maintenir ? Voilà qui pose bien trop petitement la question d'un mot aussi puissamment symbolique. Si on mesure toute sa portée, je tiens qu'il y a au moins trois raisons déterminantes de persister à nommer communisme le mouvement transformateur à déployer, et communiste la force organisée s'y consacrant.

1 – Un mouvement politique qui se veut grand doit dire en toute clarté ce qu'il est et ce qu'il vise. Vous prétendez dépasser le capitalisme ? Dites-nous sans faux-fuyant par quoi vous comptez le remplacer. Exigence irrécusable, qui exclut l'échappatoire d'une caractérisation purement formelle comme « transformation sociale profonde » – en quel sens ? Sarkozy aussi engage une « transformation sociale profonde » – ou négative comme « antilibéralisme » ou même « post capitalisme » – qui peut se contenter de pareil chèque en blanc ? Il faut un mot disant sans équivoque vers quelle sorte de société profondément

nouvelle on veut dépasser le capitalisme. Le seul mot juste est communisme : au ravage de l'universelle mise en privé, il s'agit d'opposer le processus où se met en commun la maîtrise de toutes les grandes activités sociales. Que, malgré tout ce qui au XXe siècle en a révélé les failles profondes, le « socialisme » puisse retrouver demain en Amérique latine une certaine crédibilité ou non, l'avenir nous le dira. Pour ce qui nous concerne en tout cas, il est crucial de marquer clairement, en récusant la référence au « socialisme », la rupture délibérée avec ses formes stalinisées aussi bien que la radicale insuffisance de ses variantes social-démocrates.

Hésiter à placer notre action sous le signe du communisme, ne serait-ce pas en fait gravement méconnaître à quel point il est déjà tard dans l'histoire du capitalisme ? L'implosion du camp soviétique l'a rendu fou – même des hommes du grand capital s'en inquiètent fort : seul au monde, il fonce désormais vers un abîme, y entraînant avec lui l'humanité. Les Verts ont réussi à faire une grande cause politique du souci écologique ; n'avons-nous pas à faire une tout aussi grande cause politique du souci anthropologique, à l'heure où la frénésie schizophrène du taux de profit financier pousse à un point inouï la déshumanisation de nos vies et engage un tragique holocauste du sens de toutes les activités humaines ? Que maints artistes flairent la venue d'un fascisme économique porteur d'autres horreurs que celles même du XXe siècle donne à penser. Beaucoup commencent à le sentir : devient urgente une insurrection générale en faveur du bien

commun. Et c'est en un tel moment que nous trouverions judicieux de mettre à la poubelle le drapeau d'une telle insurrection, le mot communisme ? Serions-nous en train de devenir fous nous-mêmes?

2 – A côté de cette capitale raison stratégique, j'en vois une autre non moins décisive : politique au sens direct du terme. Depuis bientôt un siècle est marqué dans la vie politique nationale un emplacement profondément original, celui d'une force tenant une notoire place à part dans l'éventail de « la gauche » : inconfondable d'origine avec le socialisme réformiste, à plus forte raison depuis qu'il s'est mis à tenir le capitalisme pour définitif, mais inconfondable aussi avec l'extrême-gauche trotskiste et toute forme de gauchisme en ce que, refusant le stérile enfermement sectaire, elle ne renonce jamais aux plus larges ententes susceptibles à tous niveaux de faire avancer les choses. Cet emplacement correspond dans la conscience, voire l'inconscient de tous, à l'étiquette : communiste. Dans la perspective même, foncièrement inédite, d'un mouvement communiste réel, un tel positionnement politique n'est en rien obsolète ; il ne fait que prendre plus encore de pertinence. Abandonner communiste et par là l'identification à cet emplacement nécessaire gravé dans les consciences et les pratiques politiques relèverait à mes yeux du plus aberrant des non-sens. On peut du reste être certain que si nous commettions cette insigne erreur, l'étiquette communiste ne tarderait pas à être brandie par d'autres, et vu ce qu'ils en feraient nous risquerions bien de terriblement le regretter – mais trop tard, car

un tel abandon est aussitôt irréversible.

3 – Ma troisième raison est une contre-raison. À ce qui vient d'être dit, je ne connais qu'une vraie objection, d'allure modeste mais souvent jugée irrésistible : quoi qu'on dise, le mot communisme demeure massivement évocateur de Staline et du mur de Berlin, de la « dictature du prolétariat » et du « bilan globalement positif », de cent autres choses de même résonance qu'il est superflu d'énumérer ici, et désormais, en plus, du terrible 1,93 %. C'est un mot empoisonné, répulsif, inemployable. Nous avons perdu notre crédibilité à un point tel qu'aucune remontée n'est concevable sans un acte symbolique de radicale innovation – cet acte, ce ne peut être que le solennel abandon de la référence communiste.

Ce qui frappe en premier dans l'audience que paraît avoir cet argument chez nombre de communistes avec ou sans carte, c'est la profondeur du désarroi qu'elle traduit. Oui, alors que nous avons voué nos vies à la plus haute des causes humaines, il y a eu Staline et Pol Pot pour la déshonorer, il y a eu aussi un long cortège de sottises historiques en tous genres pour la discréditer. Il y a eu tout ce qui fait que « le communisme » est bien mort. Quel communiste peut ne pas le ressentir au plus profond ? Mais ce qui relèverait à mon sens d'une extraordinaire inconséquence, ce serait qu'en renonçant au communisme de Marx parce que « le communisme » l'a odieusement trahi nous mettions ainsi nous-mêmes un incroyable signe d'égalité entre les deux. J'ai eu bien des occasions de parler devant

des auditoires divers du communisme tel que l'entend Marx : j'ai bien sûr rencontré plus d'une fois de l'incrédulité – « Ce serait trop beau » – mais pas une fois, j'en témoigne, la moindre hostilité. La seule raison de renoncer au communisme serait donc qu'il est le plus souvent confondu avec « le communisme », à plus d'un égard son contraire ? Et par notre abandon nous contresignerions cet invraisemblable malentendu ? Aberrant.

La paille des choses et le grain des mots

Certes, dira-t-on, si « communisme » est irrécupérable, il est vrai qu'à communisme il n'y aurait pas de raison de renoncer. Mais c'est que nous savons faire toute la différence entre les deux ; l'opinion, de façon massive, ne le sait pas, au point que vouloir disculper le communisme des fautes du « communisme » passerait pour une pitoyable argutie. Voici justement le point où l'argument se retourne contre lui-même. Car en somme il revient à dire : la bataille pour détromper nos concitoyens sur un point d'importance aussi cardinale est perdue d'avance, mieux vaut y renoncer. Et c'est ce défaitisme fondateur qui donnerait le coup d'envoi à une combative novation politique ? On pourrait dire tout aussi bien – tout aussi mal : la bataille est perdue d'avance pour convaincre nos concitoyens que le capitalisme est dépassable, mieux vaut y renoncer. Terrible est la logique de pareils renoncements enclenchée, elle devient sans rivage.

Veut-on oui ou non engager pour de bon le dépassement du capitalisme ? Si oui, il faut se préparer à bien des batailles « perdues d'avance » en se créant les moyens de les gagner. L'une des plus décisives est de donner à comprendre ce qu'a été le drame du XXe siècle : ayant commencé en un temps et un lieu où ses préconditions essentielles faisaient défaut, le communisme s'est dénaturé en « communisme » voué à terme au plus noir échec. Aujourd'hui, dans des conditions bien plus mûres et forts des rudes leçons de cet échec, nous pouvons mettre pour la première fois à l'ordre du jour le communisme en son authenticité et sa plénitude. Faire entendre largement cela au peuple français, et aux autres, ne sera ni aisé ni rapide ; tous les bâtons nous seront mis dans les roues – raison de plus pour développer sans délai cette bataille incontournable. Car qui ne comprend pas le drame du XXe siècle ne saura jamais s'orienter correctement dans le XXIe. C'est pourquoi retirer le mot communisme en croyant supprimer la difficulté serait un vrai marché de dupes. Le garder nous contraint au contraire à l'indispensable effort suivi d'explication avec les autres et avec nous-mêmes.

La droite ne nous a-t-elle pas donné une éclatante leçon en la matière ? Dans l'après-guerre, le mot droite était si discrédité par tout ce qu'il avait couvert durant l'Occupation allemande qu'à part une poignée d'extrémistes personne ne voulait s'avouer de droite. Et puis il y a eu Thatcher, Reagan, Giscard, l'offensive néolibérale, une vraie campagne de réhabilitation du mot, et aujourd'hui un Sarkozy a pu s'en faire un

triomphal drapeau. Aurions-nous moins d'audace que la droite ? Au reste, si l'adjectif communiste devait, par notre carence, rester captif de son acception répulsive, il faudrait être d'une grande naïveté pour s'imaginer que l'adversaire de classe aurait le bon goût de ne pas stigmatiser une formation authentiquement anticapitaliste en lui collant quand même l'étiquette « communiste », sa répudiation étant dénoncée comme pure hypocrisie.

De cet argument ne subsiste au fond qu'une chose, mais importante : la nécessité d'une très forte rupture symbolique avec une façon de faire de la politique qui n'en peut plus et dont la plupart ne veulent plus. Je tiens pour fondée cette exigence de rupture. Mais ce avec quoi il faut emblématiquement rompre n'est pas communisme, c'est parti.

III- Communisme : comment ?

Donner vie à la perspective communiste esquissée plus haut implique des façons essentiellement nouvelles de faire de la politique et de s'organiser à cette fin. Questions déterminantes qui ne trouveront réponse appropriée que dans le mouvement réel – c'est une formidable expérimentation politique en vraie grandeur qu'il s'agit d'engager. À titre exploratoire, essayons d'en dire d'avance un peu davantage en acompte personnel sur une réflexion collective.

Faire de la politique avec le communisme, c'est avant tout multiplier les initiatives transformatrices désaliénantes sur tous les terrains et avec la participation

de qui veut. On mesure la maturité objective d'un mouvement communiste aujourd'hui dans un pays comme le nôtre à la spectaculaire abondance des occasions de telles initiatives qu'offre sans cesse l'actualité. Enquêtes accusatrices sur l'insupportable charge de travail chez Renault ou IBM jusqu'à pousser des salariés au suicide, réactions d'enseignants à l'idéologie pédagogique peu croyablement rétrograde sous la démagogie qui traverse toute la « Lettre aux éducateurs » de Sarkozy, refus montant des révoltantes franchises en matière de soins médicaux, adresse de Michel Platini aux chefs d'État contre le pourrissement du foot par le fric, sensibilité croissante des professionnels à l'asservissement de la presse, refus massif chez les chercheurs scientifiques de voir réduire le CNRS à une agence de moyens, énormes scandales de gestion à répétition pointant la nécessité de droits nouveaux des salariés dans l'entreprise, profondeur des remous éthiques suscités par l'affaire du test ADN d'appartenance familiale... : il suffit de reprendre une collection récente de *L'Humanité* pour remplir des pages entières avec les exemples d'initiatives possibles, les plus opportunes étant celles qui touchent au cœur des logiques du capital tout en disposant au départ de quelque atout favorable – reconstruire une confiance dans le succès possible du combat anticapitaliste est de première urgence.

Mais qu'y a-t-il là de neuf ? S'emparer d'une actualité révoltante pour en clarifier le sens et en dénoncer les causes, montrer la possibilité de faire autrement en

avançant des contre-propositions et en engageant des actions, n'est-ce pas à quoi le PCF s'efforce depuis toujours ? Oui bien entendu, il s'y efforce avec mérite selon la façon de faire de la politique qui est la sienne en tant que parti. Le résultat en est connu : affaiblissement continu depuis maintenant près de trois décennies jusqu'à un niveau tel qu'en bien des lieux et domaines la survie même de sa capacité d'initiative est en cause. Impossible d'échapper à la conclusion que quelque chose d'essentiel est à reconcevoir dans cette manière de faire de la politique. Quoi donc ?

En quel sens « faire de la politique autrement » ?

Comment se présente en général une initiative du PCF sur un sujet d'importance majeure ? La direction nationale étudie la question, adopte des décisions, lance l'action en invitant toutes les cellules à s'impliquer, à appuyer, à relayer une initiative élaborée au-dessus de leur tête. Dans son principe même, et quelques correctifs secondaires qu'on puisse s'efforcer d'y apporter, ce mode d'initiative à visée désaliénatrice trouve donc moyen d'être aliénant en lui-même : on y saisit l'adhérent en le dessaisissant. Contradiction structurelle, puisque la cellule, organisme territorial « de base » – au sens de tout en bas – n'a ni la taille ni les moyens d'élaborer et animer par elle-même d'amples initiatives transformatrices, alors que son statut généraliste lui fait en principe devoir de les prendre toutes en charge. Quelle que puisse être la bonne volonté des individus, c'est forcément « le

sommet » qui décide de ce compte. Sans doute était-ce naguère la seule manière de faire de la politique émancipatrice avec un peuple largement immature ; elle est aujourd'hui d'un intenable archaïsme. La crise flagrante de la forme même qu'est un parti – avant tout instrument de conquête du pouvoir impliquant du même coup pouvoir de la direction sur les militants – fait éclater cette antinomie : le combat pour l'émancipation sociale ne peut absolument plus se mener dans la sujétion militante. Les femmes et les hommes d'aujourd'hui, dans leur masse, exigent le plein exercice de leurs responsabilités. Là n'est pas la moins forte des raisons qui expliquent la mort du « communisme », ni le moindre indice de maturation du communisme.

Est-il concevable de mener tout autrement des initiatives communistes ? Imaginons. Impératif de base : que jamais leurs acteurs n'en soient dépossédés. Ce qui vaut dès le départ : l'initiative donc naît sur le terrain – groupe d'entreprises ou de services, arrondissement urbain ou grand ensemble, région rurale... – et y demeure. Concrètement : les adhérents d'une section – au sens actuel du terme – décident ensemble des initiatives qu'ils jugent les plus judicieuses dans le contexte qui est le leur – décision révisable, évolutive –, chacun choisissant lui-même à quel collectif d'initiative – nommons-le ici par convention atelier – il veut prendre part. L'atelier a tout pouvoir pour élaborer son initiative : étude de données, appropriation de connaissances, fixation d'objectifs, engagement d'actions... Dans d'autres sections, d'autres régions, des ateliers mènent

une initiative analogue: des informations et expériences sont échangées, des problèmes communs mis à l'étude, des objectifs plus ambitieux adoptés... Sans perdre ses racines, sans échapper à la responsabilité plénière de ses acteurs, l'initiative devient l'affaire commune de toute une famille d'ateliers, elle peut se nationaliser, voire s'internationaliser ; elle devient pépinière de compétences et de porte-parole, instrument de transformation à taille efficace comme jamais cellule n'a pu l'être.

Les ensembles d'ateliers aux objectifs les plus variés s'interconnectent eux-mêmes en fonction des besoins : une initiative contre les insupportables charges de travail recoupe celles qui visent à de nouveaux droits des salariés, au pluralisme de l'information médiatique, au développement de la prévention sanitaire... Un mouvement politique communiste s'esquisse, dans le prolongement des « mouvements sociaux » de la dernière décennie, mais dépassant par construction leur triple difficulté structurelle : limitation du champ travaillé, absence de débouché politique, par là-même risque récurrent d'instrumentalisation par un parti. Le centre de gravité de l'action politique passe des faits et gestes d'une direction à l'initiative sur le terrain, sur tous les terrains : on commence à rendre palpable une sorte vraiment différente de politique. Est-ce « utopie » que de voir commencer ici à se dissoudre le rapport aliéné du dirigé au dirigeant, à changer de sens le mot « base », à émerger la politique hors de la forme-parti où elle s'asphyxie ?

N'est-ce pas pourtant en revenir au décevant « culte du spontané », incapable de produire une vraie cohérence ? Sous cette interrogation affleure une conviction ancestrale que chacun porte pour une part au fond de lui-même : la cohérence ne pourrait être produite que par une direction. Qui dit cohérence dirait verticalité, donc maintien nécessaire de la forme-parti. Je tiens que cette conviction est hantée à son insu par un préjugé de classe qu'a relayé dans la tradition communiste un bolchevisme stalinisé : il faudrait toujours un chef. C'est faux. Partout autour de nous fonctionnent des cohérences sans verticalité. Les équilibres biologiques ne sont régulés d'en haut par aucun dieu. Le cerveau humain, explique le prix Nobel Gerald Edelman, produit d'extraordinaires cohérences que n'assure aucun poste de commande, fût-ce cortical. Nombre de chercheurs scientifiques refusent en ce moment même à infiniment juste titre qu'on prétende leur imposer toute autre cohérence que celle du libre mouvement des savoirs fondamentaux. La vérité est qu'il y a deux moyens opposés de produire de la cohérence : une verticalité externe ou une horizontalité interne. En politique, la première est la formule même de l'aliénation, la seconde celle d'une possible désaliénation. C'est celle qu'il nous faut absolument explorer en matière d'organisation s'il est bien vrai que le 1,93 % nous condamne à changer de façon radicale sous peine d'entrée dans un coma irréversible. C'est celle qui est déjà à l'œuvre, trop souvent sans nous, dans tant d'efforts au présent sur les terrains les plus divers de la transformation sociale.

Du parti au mouvement

Regardons de près ce que requiert pour sa cohérence un mouvement communiste tel qu'on vient de l'esquisser. Les militants à l'initiative dans le maillage général en ateliers n'ont nul besoin d'instances décidant à leur place ; ils apprennent eux-mêmes à décider de façon experte, selon le principe communiste : « Que chaque cuisinière apprenne à gouverner l'État ! ». Ce qui répond à leur besoin n'est pas la délégation de pouvoir à une direction mais la centralisation de savoir au service des acteurs directs – une capitale revalorisation et réanimation du travail d'idées communiste est à tous égards urgente. La cohérence de leurs initiatives repose sur d'incessants échanges : d'informations, de questions, d'analyses, de propositions... Organiser ces échanges avec une efficacité économe, produire une visibilité de l'ensemble, préalable de toute prospective pertinente : c'est le rôle de centres à divers niveaux. Des centres – appelons-les par exemple conseils – ne confisquant rien du pouvoir de décision des ateliers et de leur maillage, redécentralisant sans cesse, au contraire, des moyens élaborés de mieux décider. Ceci oriente vers une sorte d'organisation politique en rupture avec le parti.

L'idée a prévalu dans les années 1990, malgré des avis contraires inécoutés, qu'on résoudrait la crise du PCF en s'en prenant à la centralité – entreprise qui serait foncièrement néfaste si elle n'était impossible : aujourd'hui comme hier continuent bien sûr d'exister à tous niveaux des organismes centraux dans le PCF.

Ce n'est pas la centralité qui fait la crise mortelle de la forme-parti mais la verticalité qu'elle recouvre, celle d'une direction détenant seule, par position, les moyens de décider pour tout ce qui compte et qui, voulût-on le contraire, dépossède les militants de la maîtrise des initiatives dont ils ont pourtant à être les acteurs. Disons-le sous une forme provocante mais imparable : la verticalité est anti-communiste. Tant qu'on n'aura pas surmonté l'angoisse directionnelle à l'idée d'une radicale élimination de la verticalité, la façon « communiste » de faire de la politique continuera d'apparaître à tous, non sans motif, semblable à celle des autres partis – préjugés anti-communistes en plus et crédibilité de l'accès au pouvoir en moins. Qui veut venir aujourd'hui dans une organisation politique à vocation émancipatrice pour y être dirigé ? Nous venons de payer horriblement cher d'avoir trop peu senti combien se reconnaître dans un dirigeant national de parti, même personnellement sympathique, répugne aujourd'hui à beaucoup. Croire sauver le parti en s'accrochant à la verticalité, ce serait travailler à perdre sans retour le communisme politique.

Pour engager sur tous les terrains un dépassement du capitalisme au présent, ce dont il est besoin comme force organisée n'est plus un parti mais un mouvement – donnons-lui ici par hypothèse un nom qui dise en clair à la fois sa raison et son mode d'être : Initiative communiste (IC). IC est avant tout dès le départ un maillage naissant d'ateliers qui engagent des initiatives transformatrices dans l'intense échange horizontal qu'ont à tâche de favoriser des conseils de divers

niveaux, de la section à l'échelon national. C'est un ensemble de chantiers auxquels participe qui veut, la responsabilité des décisions restant aux adhérents du mouvement. IC n'a pas de direction mais un conseil national travaillant à centraliser l'expérience, cerner les problèmes, organiser le débat, en décentraliser les résultats dans leur pluralité. Des divergences d'orientation se manifestent : on les traite sur le mode de l'expérimentation ouverte soumise au critère de la pratique. Résorption du pouvoir vertical dans la centralité horizontale : nous sortons du parti pour passer à un tout autre type de force organisée, inédit dans la vie nationale, propre à renouveler en profondeur l'attitude des milieux populaires, des intellectuels, de la jeunesse envers la politique.

Déplacer résolument le centre de gravité de la politique sur les terrains de la transformation sociale n'équivaut en rien à négliger les exigences de la politique institutionnelle, mais à les aborder comme des aspects subordonnés de l'action d'ensemble. Les fortes spécificités de ces tâches dictées par le système institutionnel – batailles électorales, participation à des pouvoirs, relations extérieures... – peuvent suggérer d'en confier l'exécution à des délégations mises en place par le conseil national d'IC. Ces délégations, disposant d'une réelle autonomie d'initiative et d'une forte visibilité publique, ne sauraient pour autant – point capital – jouer le rôle d'une direction : elles se verraient fixer leur orientation par le conseil national et, à travers lui, l'ensemble des ateliers dont il n'est qu'un organe, restant responsables devant eux de l'accomplissement

de leur mandat. Avec la disparition d'un Secrétariat national – mais non de plusieurs porte-parole attitrés –, on passe de très voyante manière au-delà de la forme-parti.

Par-delà celles et ceux qui se veulent expressément communistes, beaucoup, partageant telle ou telle des mêmes visées anticapitalistes, font dans les conditions présentes un choix différent. La criante nécessité du « tous ensemble » oblige donc à se prononcer sur le mode d'entente à rechercher entre les uns et les autres. Deux hypothèses se présentent : 1) la constitution d'une force alternative unique fédérant des entités distinctes dont l'une seulement se référerait au communisme ; 2) la conclusion d'un pacte entre formations diverses, dont la communiste, chacune conservant son autonomie. Je soutiens quant à moi cette deuxième formule, pour la raison qu'à mon sens ne peuvent durablement cohabiter des forces politiques n'ayant pas sur les points essentiels un même projet historique. La spécificité du projet communiste en sa pleine acception est à mes yeux trop forte pour se plier à une vision commune n'y faisant que très incomplètement droit. Préférable me paraît une association à buts concertés en commun – expression publique, initiatives politiques, stratégies électorales... – réservant à chaque partenaire une entière liberté de jugement et une responsabilité plénière sur ses démarches propres.

Ultime question, non la moindre : comment parvenir à cette nouvelle organisation ? Cela suppose de satisfaire à deux exigences contradictoires. 1) Il est exclu que

le PCF soit son creuset, pour cette décisive raison de fond que la verticalité ne peut donner naissance à l'horizontalité. Le croire possible est précisément ce qui conduit à 1,93 %. Il faut admettre sans réticence de se placer d'emblée au-delà des organisations existantes pour faire exister une force de nouvelle génération. 2) Mais il est non moins exclu que les adhérents du PCF acceptent de renoncer à leur parti sans garantie majeure quant à l'authenticité communiste de la formation où ils se retrouveraient avec d'autres. Si cette lourde décision devait leur apparaître comme une aventure, ils ne seraient pas nombreux à s'y impliquer. Je ne le ferais pas moi-même. Or le principe d'une telle garantie n'est pas difficile à concevoir : il faut, entre cofondateurs motivé-e-s de la nouvelle organisation communiste, travailler à un clair manifeste de ses buts et moyens jusqu'à susciter l'accord de tous, ce document de référence servant de préalable aux assises ouvertes qui en constitueront l'acte de naissance. Il ne peut s'agir de demander à quiconque un saut dans l'inconnu, mais bien à tous un saut vers l'avenir.

Garder le PCF ou renoncer au communisme : ce dilemme condamne à un double désastre. L'issue est d'inventer une force inédite pour donner vie à un communisme du XXIe siècle.

Lucien Sève
7 novembre 2007

Achevé d'imprimer sur rotative
par l'imprimerie Darantiere à Dijon-Quetigny
en février 2008



Dépôt légal : février 2008
N° d'impression : 28-0332

Imprimé en France